

CHU DE BLIDA

UN NOUVEAU PIC DE CORONAVIRUS ENREGISTRÉ APRÈS L'AÏD

Page 4

REPRISE DES TAXIS

**LA WILAYA
D'ALGER
DONNE
SON AVAL**

Page 4

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4019 | Dimanche 14 juin 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**112
NOUVEAUX
CAS
ET 9 DÉCÈS
EN 24 HEURES**

Page 16

**DÉCONFINEMENT, SYSTÈME DE SANTÉ, AMNISTIE FISCALE,
INTERVENTION DE L'ARMÉE À L'ÉTRANGER, RELATIONS
BILATÉRALES AVEC LA FRANCE ...**

LES MISES AU POINT DE TEBBOUNE

Pages 2-3



NOUVEAUX FOYERS DE CORONAVIRUS À PÉKIN

**LA CHINE
EN ÉTAT D'ALERTE**

Page 16



AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

**LE PROFESSEUR
KAMEL SANHADJI
NOMMÉ À SA TÊTE**

Page 16

CONSÉCRATION DE LA TRANSPARENCE

Tebboune veut rétablir la confiance du citoyen en son État

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est dit, vendredi soir, "fermement attaché à la consécration de la transparence pour rétablissement de la confiance du citoyen en son état"...

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le chef de l'État a en effet assuré assurant que le peuple, notamment ses classes moyenne et ouvrière, est sa "préoccupation majeure". Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le Président Tebboune a déclaré que "l'Algérie est un État transparent et je suis, plus que jamais, attaché à la transparence car nous n'avons rien à cacher". C'est "la classe moyenne qui a été la plus affectée par les différents problèmes qu'a connus le pays depuis 1988, particulièrement pendant les années du terrorisme, et par là la dégradation de la situation économique", a-t-il ajouté. Le "programme de logement location-vente (AADL) a été conçu pour cette catégorie", a-t-il rappelé affirmant que "les programmes de logement partent d'une réalité bien nationale et ne sont pas un simple tremplin politique". Soulignant l'importance qu'il accorde aux préoccupations des Algériens, il a assuré que "chaque citoyen aura ses droits, mais il faut laisser au gouvernement le temps de concrétiser les différentes exigences du développement". Le président de la République a mis en garde, dans ce contexte, contre l'instrumentalisation par divers moyens et des plans visant l'Algérie, il a évoqué "un acharnement extérieur d'où la nécessité de la vigilance pour mettre en échec ces desseins". Par ailleurs, le Président Tebboune a évoqué des "dérèglements prévisibles" lors du débat sur l'avant-projet d'amendement constitutionnel concernant les constantes de la Nation. Revenant sur la polémique autour des points inhérents aux constantes de la Nation dans le cadre de l'avant-projet de

l'amendement constitutionnel, le Président a réitéré sa confiance en les membres du Comité d'experts, en leur nationalisme et en leur attachement aux constantes de la Nation, des éléments "qui ne souffrent d'aucun doute", a-t-il soutenu.

Après avoir assuré qu'aucun délai n'a été fixé pour ce débat, "qui pourrait se poursuivre jusqu'à fin juin", il a fait savoir que la présidence de la République a été destinataire de "quelque 1.500" rapports de propositions de la part des partis politiques et de la société civile.

A une question sur le régime de gouvernance futur de l'Algérie, le président de la République a précisé que "la tendance va vers un régime semi-présidentiel", estimant que l'essentiel est de sortir du régime présidentiel rigide". Par ailleurs, le Président Tebboune a évoqué un autre point figurant dans la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel soumis au débat, à savoir à la participation de l'Armée nationale populaire (ANP) aux opérations militaires en dehors des frontières, affirmant qu'une telle participation "n'interviendra qu'avec l'aval du peuple à travers ses représentants au Parlement".

"Nous disposerons d'une Constitution claire et transparente et notre armée aura la possibilité d'adhérer aux décisions des instances internationales et régionales pour participer aux missions de maintien de la paix". Tebboune a tenu à ce propos à préciser que "notre philosophie restera la même et ne changera jamais", ajoutant qu'il s'"agit simplement d'un retour à la normale", partant du principe que si l'ANP aura à participer à des opérations en dehors des frontières, cela se fera "sous le couvert de la loi et de la Constitution et pour accomplir des missions pacifiques pour la défense de l'Algérie".

Pour ce qui est de la situation sanitaire, le Président Tebboune a souligné que toutes les décisions à prendre concernant le déconfinement "seront des décisions scientifiques et non politiques ou administratives". "Le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus se réunira samedi au siège de la présidence de la

République et la décision qui s'impose sera prise après analyse minutieuse de la première phase de déconfinement partiel décidée par le gouvernement", a-t-il assuré.

Dans ce contexte Tebboune a salué la culture de prévention chez les citoyens, affirmant que "tous les chiffres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus sont transparents". Face à la transparence des services sanitaires, le Président Tebboune a invité les entreprises économiques impactées par la pandémie Covid-19 à faire preuve de "transparence" et d'honnêteté en sollicitant l'aide de l'État qui dispose des moyens de contrôle nécessaires pour vérifier la crédibilité des données fournies au sujet des pertes subies. Tout en admettant l'impact multilatéral de la pandémie, il a minimisé l'incidence financière, estimant que "sur le plan financier, il n'y a pas eu un impact considérable car nous avions pris nos précautions".

Affirmant que le soutien de l'État aux catégories impactées "ira aussi loin que nécessaire", le Président de la République a assuré qu'il (l'État) "n'abandonnera pas les jeunes chômeurs".

"La politique de solidarité nationale sera maintenue et aucun citoyen ne sera lésé", a-t-il ajouté annonçant que les jours à venir verront la levée de suspension sur certaines activités commerciales.

Par ailleurs, le président de la République a estimé qu'"il est encore tôt pour parler d'ouverture de l'espace aérien", précisant qu'une telle décision est du ressort des spécialistes, et devrait tenir compte de la préservation de la santé des citoyens.

Tebboune a annoncé, par là même, l'installation samedi de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire qui aura pour charge la mise en place un "système de santé développé offrant des soins de qualité" outre une plus large prévention contre les différentes maladies.

Des relations diplomatiques stratégiques basées sur les intérêts communs

Concernant les relations diplomatiques avec certains pays, Tebboune a précisé l'Algérie

et la France, "sont deux grands États, en Afrique pour l'un et en Europe pour l'autre, qui ont des intérêts communs les obligeant à travailler ensemble, mais cette bonne intention se heurte parfois à des tentatives de lobbies de susciter des conflits, et par conséquent de nuire à ces intérêts".

Dans le contexte des relations extérieures toujours, le Président Tebboune a évoqué également les relations entre l'Algérie et les États-Unis, soulignant "l'amitié de longue date et le respect mutuel" existant entre les deux pays outre les accords stratégiques ayant trait à la lutte contre le terrorisme et bien d'autres domaines.

Il a souligné, à ce propos, que pour les États-Unis d'Amérique, "l'Algérie est un pays qualifié pour la médiation, un pays stabilisateur dans la région".

Le Président Tebboune a cité également l'Allemagne, rappelant les relations bilatérales économiques importantes dans de nombreux secteurs.

Il a précisé, par ailleurs, que la majorité de ces pays et bien d'autres, partagent la vision de l'Algérie concernant le dossier libyen et constatent de plus en plus que "l'Algérie avance sur la voie de la démocratie".

Concernant la crise libyenne justement le président de la République a indiqué que "l'Algérie est très peinée pour la situation dans laquelle se trouve ce pays frère, car elle a vécu pareilles tragédies et sait comment s'en sortir".

Réitérant que "la solution pour la Libye ne saurait être militaire", il a rappelé que l'Algérie se tient à équidistance de l'ensemble des parties et est disposée à aider à mettre un terme à la crise et à l'effusion de sang.

"Le sang qui coule en Libye est bel et bien celui des Libyens et non de ceux qui y mènent une guerre par procuration", a-t-il déploré estimant que "quel que soit le nombre de victimes, le retour à la table des négociations est impératif, d'où la nécessité de les engager".

R. R.

PROJET D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Le CC soumet ses propositions au président de la République

Le Conseil constitutionnel a annoncé vendredi dans un communiqué avoir soumis au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un document comprenant des observations et propositions concernant l'avant-projet d'amendement de la Constitution. Le "document, qui comprend les observations et propositions du Conseil constitutionnel concernant l'amendement de la Constitution, se rapporte à sept (7) paragraphes du préambule et propose le réajustement de la mouture de manière à mettre en évidence la séparation et l'équilibre des trois pouvoirs en accord avec la nature du régime politique que l'amendement entend consacrer", à savoir le régime semi-présidentiel, a précisé le communiqué.

Outre ses observations, le Conseil constitutionnel a fait des propositions d'ajout, de suppression ou de reformulation concernant 102 articles de l'avant-projet, avec un exposé des motifs pour chaque proposition, a ajouté la même source, soulignant que "ces observations et propositions ont été soumises au président de la République". Après avoir reçu la mouture du projet d'amendement de la Constitution des services de la présidence de la République le 7 mai dernier, le Conseil constitutionnel a tenu 18 réunions entre le 11 mai et le 11 juin.

Le Conseil constitutionnel a en outre salué l'initiative du président de la République relative à l'amendement de la Loi fondamentale pour "asseoir les fondements de la nouvelle République sur la

base de la consolidation de la démocratie, de la consécration de l'équilibre et de la séparation des pouvoirs et du renforcement de la protection des droits fondamentaux, des libertés et de l'indépendance de la magistrature", selon le communiqué.

La qualifiant de "fondement essentiel" pour l'édification de la nouvelle République, promise par le Président Tebboune lors de sa campagne électorale de la Présidence du 12 décembre 2019, le Conseil constitutionnel a affirmé que l'initiative d'amendement constitutionnel découlait des "revendications du hirak béni, qu'il a concrétisées dans sept axes principaux définis dans la lettre de mission qu'il a adressée au Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour

la révision de la Constitution".

Le Conseil constitutionnel a également loué le président de la République pour la "méthode judicieuse qu'il a adoptée en soumettant la mouture de l'amendement à un large débat et en invitant les institutions, les partis politiques, la société civile et l'ensemble des citoyens à donner leur avis sur ce projet", estimant qu'"il s'agit d'une louable tradition sans précédent consacrée par le président Tebboune et d'un nouveau jalon essentiel pour asseoir les fondements de la nouvelle République initiée par le président de la République et que le peuple algérien appelle de ses vœux".

R. N.

DÉCONFINEMENT, SYSTÈME DE SANTÉ, AMNISTIE FISCALE, INTERVENTION DE L'ARMÉE À L'ÉTRANGER, RELATIONS BILATÉRALES AVEC LA FRANCE...

Les mises au point de Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a écarté tout déconfinement total dans l'immédiat en Algérie.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Tant qu'il y a des "morts chez nous et tant que l'épidémie continue de se propager même de manière maîtrisée, on ne peut pas tout ouvrir", a expliqué le chef de l'État lors d'une entrevue avec les médias nationaux diffusée vendredi soir.

Tout en expliquant que la décision qu'il prendra concernant le déconfinement ou le confinement dépendra de l'avis du Comité scientifique en charge du suivi de la pandémie de la Covid-19 dans le pays, le Président Tebboune a indiqué : "Avant de penser à ouvrir, on doit d'abord commencer par évaluer cette première phase de déconfinement partiel, décidée la semaine dernière".

Pour rappel, la première phase du déconfinement a été entamée dimanche dernier et expirera samedi. Cette phase a vu la reprise partielle de plusieurs activités commerciales. La deuxième phase sera entamée dimanche 14 juin. Le Président Tebboune a annoncé que le Comité scientifique en charge du suivi de la pandémie de la Covid-19 se réunira aujourd'hui à la présidence de la République pour prendre des décisions.

Le chef de l'État a expliqué que "le déconfinement total signifie la réouverture des frontières, la reprises des liaisons aériennes et si je dois ouvrir les liaisons aériennes, les avions iront dans des pays qui comptent 400.000-500.000 cas positifs et de nombreux décès. Donc, soyons prudents".

"Notre système de santé est le meilleur en Afrique"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a estimé que le système de santé de l'Algérie est le "meilleur en Afrique".

"Notre système de santé est le meilleur au Maghreb et en Afrique, a déclaré le chef de l'État lors d'une entrevue avec des médias nationaux diffusée vendredi soir.

Le Président Tebboune a ajouté que l'Algérie est le seul pays en Afrique à effectuer des tests de coronavirus sur les morts".

S'agissant du déconfinement, le président Tebboune a fait savoir qu'une réunion se tiendra samedi au siège de la présidence de la République avec le Comité scientifique chargé du suivi du coronavirus en Algérie.

Cette réunion sera consacrée à l'évaluation de la première phase du déconfinement progressif entamée dimanche dernier et la suite à donner à la deuxième phase qui commencera le



14 juin.

Tout en indiquant que la question du confinement ou déconfinement total ou partiel est du ressort du Comité scientifique, le chef de l'État a expliqué que la "question du déconfinement sera scientifique est non pas politique ou administrative".

En outre, il a indiqué que la "création de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire n'est pas liée uniquement à l'épidémie du coronavirus".

"Il n'y aura pas d'amnistie fiscale"

Il n'est pas possible d'accorder une amnistie fiscale annuelle à des entreprises qui ont été à peine impactées durant ces deux derniers mois, a indiqué le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune.

Ainsi, les chefs d'entreprise qui ont demandé une amnistie fiscale suite aux conséquences du confinement sur leurs activités et leurs résultats, n'a pas lieu d'être a affirmé le Président Tebboune, lors de l'entretien accordé cette soirée à certains organes de la presse nationale.

Toutefois, il a évoqué une aide envers les entreprises privées qui sont impactées par les mesures du confinement sanitaire, mais elle sera conditionnée par une enquête des inspecteurs du ministère des Finances.

Ainsi les entreprises privées qui sont impactées par les mesures de confinement n'auront pas d'aide directe qu'après avoir subies une enquête de la part du ministère des finances, l'objectif de l'enquête est de déterminer la véracité de l'impact. Car selon le Président Tebboune les "sociétés du secteur privé contrairement à celles du public, n'ont pas toutes respecté les mesures que nous avons décidé avec le confinement". De ce fait, l'aide ira uniquement à celles qui ont respecté les mesures, (chômage partiel) et ont subi en même temps des dommages.

Selon le président de la République, qui a estimé que l'impact de la crise n'est très important sur l'économie, "il n'y avait pas eu de fermeture d'entreprises" durant cette crise, et il se demande comment des entreprises d'un certain volume se sont retrouvées en détresse en seulement deux mois de perturbation.

Par ailleurs, il a expliqué que les aides notamment la prime des 10.000 dinars sera versée pour les personnes qui ont des métiers manuels et qui sont fortement impactés par l'arrêt temporaire de leur activités.

Intervention de l'Armée à l'étranger

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, également que la "question de la participation de l'Armée nationale populaire (ANP) aux opérations militaires en dehors du territoire national, prévue par l'avant-projet de l'amendement constitutionnel, se ferait sous la bannière d'organisations internationales et dans le cadre d'opérations de maintien de la paix et serait tributaire de l'aval des deux tiers des membres du Parlement".

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a évoqué le point figurant dans la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel soumis au débat, relatif à la participation de l'ANP aux opérations militaires en dehors des frontières, affirmant qu'"elle se fera de manière démocratique et avec l'aval des deux tiers du Parlement".

"Nous disposerons d'une Constitution claire et transparente et notre armée aura le droit d'adhérer aux décisions d'instances internationales et régionale pour participer aux missions de maintien de la paix", a poursuivi le président de la République qui a tenu à rappeler que l'ANP avait déjà participé, à maintes reprises, à des opérations en dehors des frontières sous la bannière de l'Onu, ainsi qu'à des guerres dans le cadre de la défense arabe commune, mais n'a jamais participé à "des opérations offensives".

Il a souligné, dans ce sens, que ce point avait fait couler beaucoup d'encre, mais "le plus important a été omis, à savoir que l'armée n'interviendra qu'avec l'aval des deux tiers des représentants du peuple et non sur décision du Président".

"Ce débat est provoqué par des parties qui étaient intervenues, de manière effective, dans des conflits en dehors des frontières et qui nous

reprochent aujourd'hui de vouloir changer notre doctrine militaire", a soutenu le président de la République. "Notre philosophie n'a jamais changé", souligne M. Tebboune précisant qu'il s'"agit simplement d'un retour à la normale", partant du principe que si l'ANP aura à participer à des opérations en dehors des frontières, cela se fera "sous le couvert de la loi et de la Constitution et pour accomplir des missions pacifiques pour la défense de l'Algérie".

Pour le Président Tebboune "l'attaque est la meilleure défense, mais dans certaines limites", rappelant l'opération terroriste qui avait ciblé la base de Tiguentourine il y a quelques années, "la philosophie adoptée alors interdisait toute attaque contre les terroristes tant qu'ils se trouvent en dehors de nos frontières".

"Je n'ai aucun problème avec Macron"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué qu'il n'a aucun problème avec le président français Emmanuel Macron.

"Je n'ai aucun problème avec le président français Emmanuel Macron, notre entente est presque parfaite", a déclaré le Président Tebboune lors de cette entrevue accordée à des médias nationaux.

Tout en indiquant qu'il y a un accord avec le Président français sur l'avenir des relations entre les deux pays, le président Tebboune a ajouté que "l'Algérie et la France sont deux grandes nations, l'une en Afrique et l'autre en Europe".

Par la même occasion, le président Tebboune a dénoncé des lobbies qui veulent nuire aux relations entre l'Algérie et la France.

Le chef de l'État répondait à une question sur les récentes audiences qu'il a accordées aux ambassadeurs des États-Unis et d'Allemagne en Algérie ainsi que son entretien téléphonique avec le Président français Emmanuel Macron.

Pour rappel, le 3 juin dernier, le président de la République a reçu une communication téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, avait indiqué à la présidence de la République dans un communiqué publié par l'agence officielle.

Concernant les relations avec les États-Unis, le chef de l'État a indiqué qu'une relation d'amitié et de coopération stratégique réunit l'Algérie et les USA. S'agissant des relations avec l'Allemagne, le président de la République a rappelé que ce pays avait beaucoup aidé l'Algérie durant la guerre d'Indépendance.

L. B.

SERVICE RÉANIMATION COVID-19 AU CHU DE BLIDA

Nouveau pic de contamination après l'Aïd

Le service réanimation Covid-19 du CHU de Blida (unité initialement dédiée aux maladies ORL) a enregistré une augmentation du nombre de patients une semaine après la fête de l'Aïd el-Fitr, à cause du relâchement observé chez la population sur les mesures barrières.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Une semaine après l'Aïd el-Fitr, "nous avons remarqué un nouveau pic rapidement atteint. De neuf malades (avant l'Aïd) nous sommes montés à 23 malades hospitalisés une semaine après", a déclaré à TSA, Dr Adel Boudahdir chef du service réanimation Covid-19 du CHU de Blida, précisant que cette augmentation "était en quelque sorte attendue en raison du relâchement observé par la population vis-à-vis des gestes barrières juste après l'Aïd".

De plus, les patients reçus ont des liens familiaux étroits, ajoute-t-il. "Actuellement (il y a 3 jours) nous sommes à 23 patients hospitalisés dont la gravité varie entre modérée à sévère", annonce Dr Boudahdir qui fait état que son unité n'a jamais atteint le maximum de ses capacités qui sont de 60 lits. "C'est un point positif car cela nous a permis d'hospitaliser les patients qui présentaient un véritable", souligne-t-il.

Selon Dr Boudahdir, la plupart des malades admis en réanimation sont âgés de 60 ans et plus et présentant des comorbidités et même sans comorbidités. "Parallèlement, nous avons reçu une population jeune dont la tranche d'âge varie entre 29 ans et 35 ans. Ce qui est étonnant c'est qu'un certain nombre de ces jeunes ont présenté des



formes modérées à graves avec insuffisance respiratoire, alors qu'ils n'avaient aucune maladie déclarée, c'est-à-dire sans antécédents", fait observer Dr Boudahdir.

Des moments difficiles

Notre interlocuteur revient sur les moments difficiles que les personnels soignants ont vécus au début de l'épidémie. "Au début de l'épidémie les personnels soignants, témoigne Dr Boudahdir, étaient soumis à un stress énorme. Malgré le confort des hôtels dans lesquels nous étions, nous dormions extrêmement mal d'autant que nous faisons face à une situation inédite. Notre niveau de stress était extrêmement élevé. Nous recevions beau-

coup de patients en même temps avec la hantise de ne pas disposer d'assez de places en réanimation et assez de matériel pour leur prise en charge, etc. D'autant qu'au même moment, en Occident, on traitait les malades qui devaient bénéficier d'une prise en charge".

Après un mois de mai "très difficile", les équipes de réanimation et même les autres unités dédiées à la Covid-19 ont commencé à souffler et la pression retombait de plus en plus. "La moyenne des hospitalisations durant le mois d'avril était de 7 à 8 patients/jour. Nous sommes arrivés à un maximum de 38 patients hospitalisés en même temps. Cependant bien loin des capacités de la structure (60 lits). Nous n'avons pas atteint la surcharge. Nous n'avons jamais refusé l'admission de patients qui nécessitaient une réanimation Covid-19", reconnaît Dr Adel Boudahdir.

Dr Boudahdir est favorable à un déconfinement progressif. Il appelle à "tirer les leçons par rapport à ce qui s'est passé durant l'Aïd avec un travail de responsabilisation de la population". Il se dit favorable à l'application d'un déconfinement "par zones", tout en insistant sur le respect des mesures barrières, notamment le port du masque.

C. A.

Le déconfinement progressif ne signifie pas "la fin de la crise"

PAR RACIM NIDAL

Au moment où les Algériens s'apprêtent à retrouver une vie normale à la faveur de la levée progressive des mesures drastiques de prévention contre la Covid-19, le nombre de contaminations ne baisse pas, avec une courbe plane se stabilisant à un peu plus d'une centaine de cas positifs quotidiens. L'Algérie a pourtant failli crier victoire lorsque la courbe a entamé une baisse régulière le 26 mai jusqu'à descendre sous la barre des 100 contaminations le 4 juin (98 cas). Mais dès le lendemain, elle est repassée au-dessus de ce seuil symbolique pour ne plus redescendre. Sur le terrain, ces chiffres se vérifient aisément par la pression marquée sur les hôpitaux des régions les plus touchées où des témoignages de praticiens font état d'un taux d'occupation des lits dépassant de nouveau les 100 %, après une baisse constante de plusieurs semaines.

Seconde vague de l'épidémie ? Les spécialistes hésitent à franchir le pas, mais leur constat est unanime : la crise sanitaire est loin d'être derrière nous et une situation encore plus compliquée n'est pas à écarter si les règles de prévention continuent à être ignorées comme elles le sont depuis au moins la fin du Ramadan.

Parmi les comportements décriés, les regroupements, les files d'attente devant les magasins dont certains ont ouvert

illégalement, les déplacements, le non-respect de la distanciation sociale et le non-port du masque. Ultime rempart efficace contre la propagation du virus devant l'inéluctabilité de la reprise de l'activité pour des raisons économiques et sociales évidentes, le masque n'est, hélas, pas porté par tout le monde.

Nonchalance de beaucoup de citoyens certes, mais aussi manque de vision des autorités qui n'ont pas fait en sorte que le masque soit accessible à tous par le contrôle des prix au niveau de toute la chaîne de fabrication et de distribution, ou, si les coûts étaient réellement élevés (80 DA l'unité jetable), par une subvention conjoncturelle.

Appliquer fermement la mesure aux seuls automobilistes est tout aussi incompréhensible, le risque de transmettre ou de contracter du virus étant plus élevé dans les marchés et autres lieux publics que dans l'habacle d'un véhicule.

À la veille de l'entame de sa seconde phase, ce dimanche 14 juin, la question d'une remise en cause du plan de déconfinement n'est pas posée.

Lors de sa rencontre avec la presse nationale, diffusée vendredi soir sur l'ENTV, le président de la République a tout juste écarté un déconfinement total immédiat, impliquant l'ouverture des frontières et la reprise des liaisons aériennes et maritimes avec les foyers mondiaux de la pandémie.

"Tant qu'il y a des morts chez nous et

tant que l'épidémie continue de se propager même de manière maîtrisée, on ne peut pas tout ouvrir (...) Si j'ouvre les liaisons aériennes, les avions iront dans des pays qui comptent 400.000-500.000 cas positifs et de nombreux décès. Donc, soyons prudents", a expliqué Abdelmadjid Tebboune.

Ce samedi, la wilaya d'Alger a fixé les règles à observer pour la reprise de l'activité des taxis urbains, lundi 15 juin, comme prévu. La wilaya d'Oran l'avait précédé sur la même voie.

Tout indique que le gouvernement ne reviendra pas sur son plan de déconfinement mais un effort de communication devra être fait pour expliquer ce fait tout simple : la levée progressive du confinement est dictée par la situation économique et sociale, de larges franges de la population ne pouvant pas supporter un arrêt prolongé de l'activité, et non par un recul significatif de l'épidémie et la maîtrise de la situation.

Le danger n'est pas définitivement écarté et beaucoup de spécialistes mettent en garde contre une situation encore plus compliquée en cas de débordement des structures de santé qui risque d'engendrer une démobilisation du corps médical après plusieurs mois d'efforts intenses.

Les images choquantes de l'hôpital de Constantine en sont le signal précurseur. La vigilance est plus que jamais de mise.

R. N.

REPRISE DES TAXIS

La wilaya d'Alger fixe la date

La wilaya d'Alger a fixé la date de reprise des chauffeurs de taxis individuels. Les taxis devront respecter un protocole sanitaire strict, a indiqué hier la wilaya, dans un communiqué publié sur sa page Facebook. "En application des instructions du Premier ministre datant du 04 juin 2020, portant sur le plan de la levée progressive du confinement mis en place pour endiguer la propagation du Covid-19, le wali d'Alger porte à la connaissance des citoyens et des chauffeurs de taxi individuel que ce mode de transport reprendra partir du lundi 15 juin 2020", précise le même communiqué. "Étant donné que cette activité est un vecteur d'infection non négligeable, ce mode de transport doit être soumis à un protocole de santé strict, qui peut prévenir le risque possible d'infection par le Covid-19, tant pour le client que pour le chauffeur de taxi lui-même", selon la même source. Les taxis collectifs ne sont pas concernés par cette décision. Les chauffeurs de taxi autorisés à reprendre leur activité devront respecter huit mesures sanitaires telles que la mise en place d'une vitre de protection "plexiglass" entre le conducteur et le client ; l'obligation de porter un masque de protection pour le conducteur et pour le client, la mise à disposition du client de la solution hydroalcoolique, l'interdiction de transporter plus d'un passager. Ce dernier doit s'installer sur le siège arrière du véhicule. Les sièges doivent être recouverts d'un film plastique qui doit être nettoyé après chaque course.

En outre, les chauffeurs de taxi individuels devraient être soumis à des contrôles médicaux réguliers afin de prévenir tout risque d'infection par la Covid-19.

UNITÉ COVID-19 DU CHU DE CONSTANTINE

Suspension à titre conservatoire de plusieurs responsables

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a émis vendredi un ordre de suspension à titre conservatoire du médecin principal, du responsable de l'administration, de deux coordinateurs et du responsable de sécurité à l'unité de soins Covid-19 au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, suite à la vidéo relayée par les réseaux sociaux faisant état de "négligence" au sein de cette unité, a indiqué la tutelle. "Suite à la vidéo relayée sur les réseaux sociaux sur la situation du service de prise en charge des patients atteints de Covid-19, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Ben Bouzid a dépêché une commission d'inspecteurs sur les lieux pour diligenter une enquête sur cette affaire", a précisé la même source, soulignant que "l'enquête préliminaire a fait ressortir des dysfonctionnements et des failles dans la gestion". Acet effet, "il a été procédé à la suspension à titre conservatoire du médecin principal, du responsable de l'administration, de deux coordinateurs et du responsable de sécurité de cette unité". Le ministère affirme que "l'enquête se poursuit pour déterminer les responsabilités et la nature des erreurs enregistrées".

R. N.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE EN ALGÉRIE

Pas de "recul", selon Sonatrach

Le Président-directeur général (P.-dg) du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a affirmé que les volumes de production pétrolière et gazière n'ont pas reculé en dépit de la réduction du nombre des effectifs dans le cadre des mesures de prévention contre la Covid-19.

PAR RIAD EL HADI

En "dépit de la situation sanitaire difficile que traverse le monde en raison de la propagation de la Covid-19 et la réduction des effectifs dans le cadre des mesures de prévention contre la pandémie, les volumes de production pétrolière et gazière sont restés aux mêmes niveaux", a fait en effet savoir M. Hakkar, lors d'un point de presse à l'issue d'une visite d'inspection à plusieurs infrastructures pétrolières et gazières à In-Amenas. Il a cité, à ce propos, l'exemple des plateformes pétrolières et gazières à In-Amenas où les mêmes volumes de production sont enregistrés avec 35 % seulement de leurs effectifs. Soulignant que "ces mêmes mesures sont adoptées au niveau de la direction générale", le premier responsable de la Sonatrach a fait état de la tenue de quelque 3.000 réunions, internes et externes, par visioconférence et de la signature de plusieurs accords avec des partenaires étrangers. M. Hakkar a indiqué, en outre, que la "Sonatrach est la première entreprise en Algérie à avoir mis en place une cellule de crise pour faire face aux défis engendrés par la pandémie". Il a rappelé, dans ce sens, que suite à l'enregistrement du premier cas de Covid-19, un ressortissant étranger travaillant pour Sonatrach, "les mesures nécessaires ont été prises, notamment le



placement des travailleurs en quarantaine, outre la fourniture de tous les moyens de prévention".

S'agissant des cas confirmés à la Covid-19, il a assuré que "la situation est sous contrôle", précisant que le nombre au niveau de Sonatrach et de toutes ses filiales variait entre 100 et 150 cas. Un chiffre "très faible" par rapport au nombre global des effectifs qui dépassent les 140.000, a-t-il ajouté.

Evoquant sa visite, le P.-dg a fait savoir qu'"il s'agit d'une visite d'inspection pour s'enquérir des effectifs et de leurs conditions de travail ainsi que du respect de toutes les mesures sanitaires prises afin d'endiguer la propagation de la Covid-19", saluant, dans ce sens, "tous les travailleurs de Sonatrach, grâce auxquels nous avons réussi à préserver notre niveau de production et la dynamique propre à notre groupe". Le groupe Sonatrach prépare déjà l'étape "post-coronavirus", a-t-il assuré, annonçant la signature prochaine de plusieurs contrats de production, de pétrochimie et de services. S'agissant de la stratégie de Sonatrach, M. Hakkar a dit que "le groupe s'est tourné vers l'international", d'autant qu'il est présent en Tunisie, Libye, Mali et Pérou ainsi qu'en Europe (Italie, Espagne et Royaume-Uni) à travers des sociétés de commercialisation des produits gaziers et pétroliers et en Turquie dans le cadre d'un projet pétrochimique.

Le groupe "continue à prospecter des

opportunités d'investissement profitables au niveau international, dans le cadre de sa politique d'expansion à l'intérieur comme à l'extérieur", a-t-il soutenu.

Nombre de projets pétroliers et pétrochimiques en cours de réalisation

Concernant les projets prioritaires en pétrochimie, le P.-dg a cité la raffinerie de Hassi-Messaoud d'une capacité de 5 millions de tonnes/an dont l'accord de réalisation a été signé début 2020, ajoutant que les études techniques étaient en cours et que le lancement des travaux était prévu début 2021. Outre ce projet visant à réaliser l'autosuffisance au sud du pays en ces produits, M. Hakkar a fait état du lancement prochain d'autres projets similaires à Tiaret et Skikda.

Le "groupe compte réaliser d'autres projets pour la transformation des produits pétroliers en plastique", a-t-il indiqué.

Dans ce contexte, M. Hakkar a mis en avant la signature d'un projet en partenariat avec le groupe Total à Arzew (Oran), en sus d'un deuxième projet en partenariat avec les Turcs.

Il existe, selon lui, d'"autres projets en cours d'étude, à l'instar d'un mégaprojet d'une valeur de 6 milliards de dollars pour la transformation de gaz et de pétrole en produits plastique à valeur ajoutée à Skikda, qui est actuellement à l'étape de concertation avec un partenaire étranger, ou encore le projet de méthanol

et dérivés également projet d'envergure de l'ordre de 6 milliards de dollars en cours d'étude et de concertation avec un autre partenaire".

Un autre projet relevant du ministère de l'Industrie et auquel prendra part Sonatrach concerne l'extraction et la transformation des phosphates et se trouve, d'après le responsable, "en cours d'étude et sera signé avant la fin de l'année avec un partenaire pour entamer directement la réalisation".

Inspectant, par ailleurs, deux unités de production pétrolière et de transformation gazière à In-Amenas, le P.-dg de Sonatrach a incité les responsables à relever le taux de gaz récupéré de 25 % à 40 % à l'aide des nouvelles technologies, soulignant l'impératif de réduire les dépenses d'investissement notamment en termes de rénovation des unités et de recourir aux nouvelles techniques permettant une exploitation optimale des moyens disponibles.

Intervenant lors de cette visite, le Secrétaire général du Syndicat national du groupe Sonatrach, Djerroud Khellaf, a précisé que "le groupe passe par des périodes difficiles impliquant une forte mobilisation et le dialogue demeure le meilleur moyen pour aplanir tous les obstacles". De même qu'il a rappelé que la direction du groupe "a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour dépasser la situation épidémiologique de la Covid-19". A noter que le groupe Sonatrach a offert aux habitants de cette région un don composé de divers moyens de prévention contre la Covid-19, réceptionné par le DSP d'Illizi, Ahmed Zenati, en sus d'un autre don similaire réceptionné par la directrice de l'établissement sanitaire de proximité d'In-Amenas, Houria-Benazzouz.

R. E.

CONTRÔLE DES BUDGETS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Vers des mesures d'austérité

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a annoncé une série de mesures visant l'austérité budgétaire. Les wilayas et les communes sont tenues de maîtriser leurs budgets et de bannir toute dépense superflue.

C'est ce qu'a indiqué l'instruction numéro 1051 du 31 mai 2020 qui stipule que "les collectivités locales sont tenues de respecter la rationalisation des budgets publics et d'accorder une priorité au développement des projets de développement en évitant les dépenses sur les équipements". Cette instruction gouvernementale établit une liste de dépenses inutiles et coûteuses à l'instar "des opérations d'embellissement des aires de rues et des carrés et devantures des administrations et institutions publiques et d'interdire des budgets pour

ériger des stèles commémoratives et de réduire au maximum la consommation de l'énergie électrique dans les administrations". Il sera également interdit de procéder à la sous-traitance des travaux pour les entreprises commerciales à des projets d'équipements qui ne seraient pas utiles ou budgétivores. Le département de Beldjoud à travers cette mise au point entend "valoriser en priorité le versement à temps des salaires et primes pour tous les employés des administrations locales" et d'ajouter que "le recours au recrutement dans les collectivités locales est suspendu jusqu'à nouvel ordre". Le ministère de l'Intérieur exhorte les collectivités locales dont les services des wilayas et APC à "l'utilisation du personnel administratif selon les besoins et la nécessité en les réaffectant dans les services concernés". Il s'avère que les pléthores dans les collectivités locales

ont ajouté des dépenses de plus en piochant dans le fonds de solidarité et de sécurité des collectivités locales. Ce fonds selon l'instruction ministérielle sera consacré uniquement aux dépenses visant "à améliorer le cadre de vie des citoyens et les besoins urgents de solidarité". Face aux difficultés financières et la crise sanitaire, l'État veut mettre de l'ordre dans la gestion des collectivités locales en révisant tous les budgets accordés. Il sera, à titre illustratif, tenu de ne pas recourir aux rallonges budgétaires. Désormais, ce mode de gestion fait partie des anciennes pratiques que les autorités vont éliminer. Pour ce qui est des projets de développement, un cahier de charges doit être élaboré pour leur réalisation avec une responsabilité d'exécution et de contrôle accordé aux walis.

F. A.

E-PAIEMENT DURANT
LES QUATRE PREMIERS MOIS
DE 2020

**Plus de 700.000
transactions
effectuées**

Le nombre de transactions réalisées via le paiement électronique dans le secteur des télécommunications (rechargement et paiement des factures de téléphone et Internet) au cours des quatre premiers mois de cette année, a atteint 679.914 transactions sur 728.394 dans tous les secteurs, soit une moyenne de 93,34 %, a annoncé hier le ministère de la Poste et des Télécommunications, dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Ce "taux reflète la politique sectorielle en matière d'encouragement du paiement électronique à travers les différentes plateformes mises en place par les opérateurs télécoms", précise le ministère dans le même communiqué. Après le e-paiement, lancé officiellement en octobre 2016, l'Algérie compte développer le m-paiement, ou le paiement mobile. En avril dernier, l'administrateur du Groupement d'intérêt économique de la Monétique (GIE monétique), Madjid Messaoudene, a annoncé que le projet de lancement du paiement par téléphone mobile (m-paiement) "est en cours de finalisation et devrait voir le jour durant l'année 2020".

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DU LOGEMENT
WILAYA DE OUARGLA
NIF : 001430019006650

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.

La Direction du Logement et de la Wilaya de Ouargla informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales N° : 06/2019 du 01/02/2020 paru dans Le journal ENNAHAR en arabe et Midi Libre en français en date de 02/02/2020 pour: Réalisation D'un Aménagement Extérieur et Voiries pour le projet de 240/750 logements publics locatifs Cite Mustakbal Touggourt.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières il a été décidé d'attribuer provisoirement marche que dans le tableau ci-dessous :

Entreprise	Code Fiscal	Montant (DA)	Note/100	Délai	O/B
EURL EVRA ENGINEERING -NAOUM HAMZA-	001630089006249	88 000 223,50	60	10 Mois	Moins disant

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public ,tout soumissionnaire consulter les résultats de l'évaluation de leur offre technique et financière peuvent se rapprocher de la direction du logement de la wilaya de Ouargla ont un délai de 03 jours à compter de la date de la première publication de l'attribution provisoire du marche.

Les soumissionnaires peuvent également qui conteste ce choix introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Ouargla dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP . Si le dixième jour de coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire le recours est prolongée au jour ouvrable suivant.

Midi Libre n° 4019 - Dimanche 14 juin 2020 - Anep 2030 000 739

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
Direction de l'Urbanisme, d'architecture et de la Construction
De la wilaya de Médéa
Service des marches
N I F : 0998.2601.9002621

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N ° 15.247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service publique, la Direction de l'Urbanisme, d'architecture et de la construction de la Wilaya de Médéa informe l'ensemble des Soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour: **Travaux des VRD primaires et secondaires des 190 logts LPA au niveau de CHRACHRIA commune Médéa (1^{ère} tranche)**, Qu'à l'issue de l'évaluation des offres et conformément aux critères prévus dans le cahier des Charges celle-ci a abouti au résultat provisoire suivant :

N°	Désignation du projet	Entreprise	Montant / DA En TTC	Délai	Note global	Observation
01	Travaux des VRD primaires et secondaires des 190 logts LPA au niveau de CHRACHRIA commune Médéa (1^{ère} tranche),	ALILI Sebti N I F 196809260003928	74.120.000,00	06 mois	50.00	Offre moins disante

Les recours sur cette attribution provisoire peuvent être introduits auprès de la commission de wilaya des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de cet avis.

La techniques et financières, et cela en prenant attache avec la direction de l'urbanisme et de la construction dans un délai de 03 jours, à compter du premier jour de la parution de la l'avis 'attribution provisoire du marché, Possibilité est accordée aux soumissionnaires de voir les résultats détaillés relatifs à l'évaluation de leurs offres.

Midi Libre n° 4019 - Dimanche 14 juin 2020 - Anep 2016 009 639

MIDI



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

Le journalisme digital en débat

C'est une initiative pleine de sens que celle mise en place par un groupe de journalistes, sous la houlette de Ali Benkhtou, (journaliste spécialisé dans les médias et le marketing digital) qui a regroupé plusieurs journalistes et professionnels de la numérisation et du digital pour débattre dans le cadre de cette initiative de l'avenir du journalisme en Algérie, vu la digitalisation qui s'impose sur la scène médiatique.



ملتقى الصحفيين و رواد الإعلام الرقمي

Vers l'inscription électronique de 25.000 experts algériens à l'étranger

Le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale et des Compétences à l'étranger, Rachid Bladehane, a annoncé, lundi à Alger, la création d'un portail électronique pour l'inscription de plus de 25.000 experts algériens à l'étranger et ce en vue de leur intégration à "l'effort national visant le développement du pays".

Le journalisme digital en débat

C'est une initiative pleine de sens que celle mise en place par un groupe de journalistes, sous la houlette de Ali Benkhettou, (journaliste spécialisé dans les médias et le marketing digital) qui a regroupé plusieurs journalistes et professionnels de la numérisation et du digital pour débattre dans le cadre de cette initiative de l'avenir du journalisme en Algérie au vu de la digitalisation qui s'impose sur la scène médiatique.

L'avenir de la presse écrite (version papier) est-il réellement en danger face au tout digital ? Si des résistances s'affichent chez certains médias, la volonté politique du gouvernement est en tout cas clairement affichée par le ministre de la Communication qui prévoit une politique franchement orientée vers le digital pour l'avenir de la presse nationale. "Hadra Digital" arrive à point nommé pour contribuer au débat national sur les perspectives de la digitalisation des médias et l'accompagnement technique et humain de cette évolution. C'est ainsi qu'un forum a été organisé il y a quelques semaines par un groupe de jeunes journalistes et techniciens spécialisés dans la numérisation et la digitalisation dans le but d'évoquer des pistes de travail à renforcer et déceler les dangers auxquels font face plu-



sieurs médias papier qui ne réussiront pas leur transition vers l'information et la communication digitalisées. Parmi les objectifs de cette initiative, Ali Benkhettou, initiateur de Hadra Digital nous a indiqué que la priorité doit être donnée à la formation des futurs journalistes à la digitalisation de leur métier avant de rejoindre les médias une fois le diplôme obtenu. Pour leur part, les participants à ce forum de discussions ont recommandé à la fin de leur

travaux de créer une plate-forme digitale nationale regroupant l'ensemble des médias digitaux dans le but de fédérer leurs efforts et de les protéger. Pour M. Benkhettou, le débat doit se "poursuivre avec les autorités afin d'assainir la corporation et de lui donner toutes les chances de réussite en s'organisant et en organisant l'évolution des médias numériques en Algérie".

OnePlus Nord : le nouveau milieu de gamme à venir chez OnePlus

Alors que les attentes grandissent parmi les fans de OnePlus, le smartphone qui devrait faire renouer le constructeur chinois avec les tarifs abordables qu'il a peu à peu délaissés pourrait finalement s'appeler OnePlus Nord. Il avait été annoncé comme le OnePlus 8 Lite. Plus tard, son nom semblait avoir été modifié pour devenir le OnePlus Z. Maintenant, deux sources différentes annoncent que le prochain smartphone milieu de gamme de OnePlus s'appellera finalement Nord. Deux sources annoncent aujourd'hui le nouveau nom du futur smartphone de OnePlus. Le leaker Max J. a en effet lancé un - jeu - sur Twitter, sorte de pendu, pour trouver le nom de l'appareil.

En creusant, des internautes ont pu retrouver le terme *OnePlus Nord* dans une demande de dépôt de marque datant de mars dernier. Celle-ci couvre une large gamme de produits dont les écouteurs, les montres intelligentes, les téléviseurs et évidemment les smartphones. Cette protection du nom couvre l'Inde et l'Europe. En plus de confirmer le nom, cela montre aussi la distance que OnePlus cherche à mettre entre ses smartphones numérotés, les haut de gamme, et ce Nord plus abordable.

OnePlus n'a pas encore confirmé le nom ni les spécifications de l'appareil. Les bruits de couloir actuels font état d'un écran de 6,4 pouces Super AMOLED Full HD avec un rafraîchissement de 90 Hz. Le chipset pourrait être un Snapdragon 765G, moins onéreux que le Snapdragon 865 et qui pourrait bien se retrouver dans le Google Pixel 5. Il devrait enfin être équipé d'un module photo triple capteur.

Un Smartphone à l'écran parfait pour bientôt ?

Un smartphone au design irréprochable et à l'écran parfait, est-ce pour bientôt ? Apparemment oui puisqu'un fabricant chinois d'écrans s'apprête à commercialiser l'écran parfait en grande quantité. Quel sera le premier smartphone au monde à en profiter ? L'objectif ultime des constructeurs de smartphones est d'obtenir l'appareil au design parfait. Celui dont les bordures sont inexistantes et dont le ratio écran/châssis est le plus proche possible de 100 %. Aucun constructeur n'y est encore parvenu dans le monde, mais nombreux sont ceux qui ont tenté avec différentes solutions. Parmi les plus notables, il y a le OnePlus 7 Pro et sa caméra pop-up ainsi que l'iPhone X qui a été le premier de la marque à réduire au maximum les bordures et à accueillir la fameuse encoche pour la caméra frontale. Il ne faut pas non plus oublier Samsung qui a lancé la mode du poignon dans l'écran pour la caméra frontale. Ce design est maintenant le plus populaire chez les Smartphones sous Android. Une alternative permettrait d'obtenir l'écran parfait. Fini les encoches, les poignons, les bordures et les pop-up... En 2019, Oppo et Xiaomi dévoilaient la technologie du capteur sous l'écran. Xiaomi vient d'obtenir le brevet il y a quelques semaines et travaille maintenant sur son prochain smartphone à la caméra selfie sous l'écran. La technologie est donc fin prête.

Vers l'inscription électronique de 25.000 experts algériens à l'étranger

Le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale et des Compétences à l'étranger, Rachid Bladehane, a annoncé la création d'un portail électronique pour l'inscription de plus de 25.000 experts algériens à l'étranger et ce en vue de leur intégration à l'effort national visant le développement du pays.

Lors d'un exposé présenté devant les membres de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de l'émigration à l'Assemblée populaire nationale, présidée par Abdelkader Abdellaoui, président de la commission, en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, M. Bladehane a dit avoir présenté au gouverne-



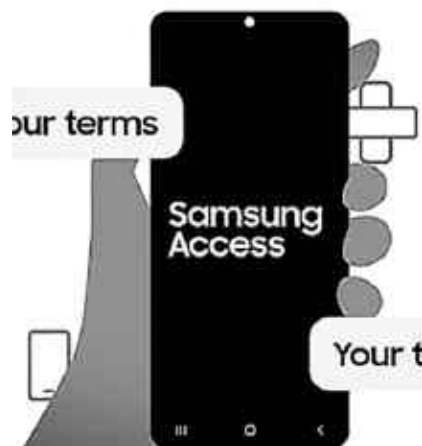
ment le programme d'action de son département ministériel chargé des affaires de la communauté algérienne établie à l'étranger et œuvrer à l'intégrer à l'effort national visant le déve-

loppement du pays, faisant état de plus de 25.000 experts algériens établis à l'étranger spécialisés dans plusieurs domaines, notamment la médecine et les technologies modernes". "Il a été décidé la

création d'un portail électronique pour l'inscription de ces compétences pour tenter de créer un espace de communication entre cette catégorie et les établissements nationaux, dont universitaires", a-t-il poursuivi, insistant sur la possibilité pour les compétences algériennes de participer aux différents projets proposés par les établissements nationaux. Il a affirmé, dans ce sens, que "des contacts ont été établis, deux jours auparavant, avec des experts algériens établis aux États-Unis, au Canada et en France", soulignant "la poursuite de l'établissement de contacts avec d'autres experts afin de leur permettre de servir leur pays".

M. Bladehane a précisé, en outre, que "ces experts ont exprimé leur disponibilité à contribuer à l'effort national visant le développement du pays".

Samsung Access : changer votre Smartphone tous les... 9 mois



Le fabricant coréen vient de lancer un inédit service aux États-Unis. Baptisé Samsung Access, ce service est une location-vente autour de la gamme de Smartphones S20 (pour l'instant) ou encore les dernières TV QLED. Le but de cette nouveauté est de pousser les ventes des gammes de Smartphones qui stagnent. Samsung lance son nouveau service Access aux États-Unis. Ce service est une sorte de leasing sur une période minimale de 36 mois.

L'utilisateur peut toutefois dans cette période changer et choisir un Smartphone récent tous les neuf mois sans surcoût, à condition de rendre le terminal en bon état. Un tarif de 100 dollars sera facturé si l'utilisateur veut changer de téléphone avant le délai des neuf mois.

Le service Access de Samsung inclut également un abonnement à la suite Microsoft 365, l'ITo de stockage OneDrive mais surtout la protection premium Care qui permet à l'utilisateur de réparer

ou changer de smartphone pour 99 dollars jusqu'à trois fois dans l'année.

Les tarifs mensuels affichés par Samsung sur ce service sont de 37 dollars le mois pour le Galaxy S20 le moins cher jusqu'au 48 dollars par mois pour le S20 ultra. Ce service semble donc lancé pour principalement booster les ventes de son terminal premium S20 d'autant que son concurrent direct l'iPhone 11 coûte 100 euros moins cher.

L'Algérie parmi les pays ayant subi le plus d'attaques sur Smartphone

Kaspersky Lab, la compagnie mondiale de cybersécurité, a montré, dans son point sur l'évolution des menaces informatiques au premier trimestre 2020, que l'Algérie, le Nigeria et la Tunisie sont les seuls pays africains à figurer dans le Top 10 monde des attaques sur les téléphones portables. Les principales attaques de logiciels malveillants dans ces pays ont visé les appareils mobiles. L'Algérie s'est singularisée, au Top 3 africain, avec 21,44 % de ses utilisateurs de smart-

phones ayant eu leurs machines infectées par un maliciel durant le 1er trimestre 2020. Ce chiffre s'arrêtant à 15,58 % au Nigeria, la Tunisie s'installe à la 3^e place en affichant 14,94 %. Signalons que dans le monde, les trois pays à avoir enregistré le plus d'attaques sur mobile de programmes malveillants, selon Kaspersky, sont l'Iran (39,56 %), l'Algérie et le Bangladesh (18,58 %). Le Nigeria et la Tunisie sont 2^e et 6^e à l'international.



Apple invente le selfie de groupe à... distance



La pandémie de la Covid-19 a chamboulé notre façon de vivre. Quoi qu'en on dise, la mesure de distanciation physique ressemble très fortement à une distanciation sociale puisque les activités entre amis sont limitées. Un aspect de la vie quotidienne qui a notamment été impacté est le selfie de groupe. Comment prendre un selfie de son groupe d'amis si ces derniers ne sont pas présents physiquement ? Soit on n'en prend pas, soit on utilise une technologie pour y parvenir telle que celle du nouveau brevet obtenu par Apple. La demande du brevet a d'abord été décou-

verte par le blog Patently Apple qui se spécialise principalement dans les demandes de brevets d'Apple. La firme américaine vient donc d'obtenir un brevet pour développer une application qui permettrait de prendre un selfie de groupe synthétique. D'après le brevet, l'utilisateur hôte envoie une demande de selfie de groupe à d'autres utilisateurs. Ceux-ci reçoivent la notification sur leur appareil Apple et décident d'accepter ou de décliner l'invitation. Ensuite, l'algorithme regroupe les photos prises pour n'en faire qu'une.

Vivo, le même numéro de série pour 13.557 Smartphones

Le fabricant chinois Vivo est accusé par la police indienne d'avoir remplacé le numéro de série IMEI de 13.557 smartphones par un seul numéro unique. Comme vous le savez, le numéro IMEI d'un smartphone est unique pour chaque terminal et représente une sorte de carte d'identité permettant l'identification précise. Toutefois, le fabricant chinois Vivo vient d'être accusé en Inde d'avoir émis un seul numéro IMEI pour 13.557 Smartphones différents vendus. C'est un officier de police qui a découvert l'affaire. En effet, après avoir fait réparer son Smartphone Vivo, il a découvert qu'il présentait encore une erreur système et après vérification il a découvert que le numéro IMEI avait été changé puisqu'il ne correspondait plus à celui sur la boîte du smartphone. Le constructeur Vivo a directement été interrogé et a



constaté que 13.557 Smartphones en Inde portaient le même numéro IMEI. L'affaire a directement été médiatisée puisqu'en Inde changer le numéro IMEI est considéré comme un délit.

L'Ouganda exporte vers le Maroc des mobiles produits localement



C'est une première pour l'Ouganda. Le pays vient d'exporter une première quantité de téléphones mobiles au Maroc pour marquer ainsi une évolution significative de l'industrie dans ce pays. Cette première opération d'exportation concerne 1.000 téléphones produits localement par l'entreprise Simi Technologies appartenant à une société chinoise installée en Ouganda. Selon les informations de la presse locale, la société chinoise Ingo Holding s'est installée en 2019 dans ce pays et produit des téléphones mobiles, ordinateurs et tablettes pour le marché local avec une option sérieuse pour l'exportation.

L'Armée de l'air américaine prépare un combat entre humains et... IA

L'armée de l'Air explore depuis longtemps la manière dont l'intelligence artificielle (IA) pourrait l'aider dans ses opérations. En 2016, l'IA de combat a vaincu certains des meilleurs experts tactiques de l'Air Force. Les chercheurs travaillent à présent sur un drone autonome conçu pour abattre un avion piloté. Ce drone serait prévu pour juillet 2021. D'après le magazine Air Force, le laboratoire de recherche de l'Air Force (AFRL) développe un avion de chasse autonome depuis 2018. L'AFRL planifierait d'abord d'utiliser la technologie d'apprentissage automatique dans des avions moins avancés, tels que le F-16, avant de passer à des modèles plus récents, comme le F-22 ou le F-35. Étant donné qu'il s'agit d'un projet militaire, les détails restent flous. Cependant, le lieutenant-général Jack Shanahan, chef du Centre commun d'intelligence artificielle du Pentagone, a déclaré que l'AFRL repousse les limites de l'IA dans le domaine militaire. Il a ajouté à cela que l'équipe est convaincue que la machine pourra aisément battre l'humain.



Microsoft remplace des employés par l'IA



Une trentaine de journalistes ont reçu un préavis d'un mois par Microsoft. Ils gèrent les pages d'accueil des actualités sur le site Web MSN de Microsoft. Le travail de ces derniers consistait à rechercher, modifier et choisir les divers articles de presse pour ces pages Web. Microsoft estime que l'IA peut se charger de ces tâches, de façon plus efficace. À moindre coût, et plus rapidement. Un membre du personnel qui a travaillé dans l'équipe a déclaré : "Je passais tout mon temps à lire et à écrire sur comment l'automatisation et l'IA vont occuper tous nos emplois. Et je suis à présent victime de cette avancée technologique – l'IA a pris mon travail." Selon lui, la décision de remplacer les humains par des logiciels est risquée. En effet, le personnel avait pris soin de s'en tenir à des directives éditoriales très strictes. Ces consignes garantissaient que le contenu ne soit pas violent ou inapproprié, et particulièrement adapté aux jeunes utilisateurs. Cette tendance engendre de nombreux licenciements. Les secteurs les plus touchés sont les secteurs de la mobilité, de la logistique et de l'édition.

L'anneau intelligent d'Oura peut détecter le coronavirus

Des chercheurs du Rockefeller Neuroscience Institute et de la Medicine de la West Virginia University ont découvert que l'anneau intelligent d'Oura est capable de détecter les symptômes liés aux coronavirus jusqu'à trois jours plus tôt avec une précision de 90 %. Ceci est très important dans la mesure où la détection précoce signifie que ceux qui sont infectés peuvent recevoir un traitement rapidement. En étant capable d'isoler et de mettre en quarantaine les personnes infectées, cela réduit le nombre de personnes avec lesquelles elles pourraient entrer en contact et transmettre le virus. L'anneau d'Oura fonctionne en demandant aux participants leur niveau de stress, leur anxiété, leur mémoire et aussi la biométrie psychologique. Un patient finlandais affirme que le dispositif l'a encouragé à se faire dépister. "Si aucun appareil électronique ne me l'avait dit, j'aurais simplement pensé à une petite fatigue à cause de mon chien qui m'avait réveillé deux fois pendant la nuit", a-t-il déclaré.



Les cheveux humains recyclés en... écrans technologiques



Des scientifiques australiens ont trouvé une nouvelle méthode jusqu'ici jamais exploitée pour la fabrication d'écrans flexibles Oled à partir de... cheveux humains. Techniquement, les scientifiques ont récupéré des cheveux humains

chez un coiffeur, puis les ont brûlés à une température de 240 degrés celsius pour récupérer l'azote et le carbone qu'ils contiennent. Ils ont ensuite fabriqué à partir de ces matériaux des nanotubes de carbone appliqués sur un polymère. Les scientifiques ont constaté que le polymère alimenté d'électricité luit légèrement ce qui les a poussés à déduire qu'à grande échelle avec cette méthode ils peuvent reproduire le processus de fabrication d'écrans Oled.

L'application peut d'ores et déjà être utilisée dans les petits écrans comme ceux des montres connectées par exemple. L'étude comporte évidemment encore des limites puisque la lumière dégagée n'est pas assez intense pour des écrans de téléviseurs. Toutefois, si elle vient à être améliorée ça serait une avancée technologique majeure d'autant que des tonnes de cheveux sont jetées dans le monde chaque année.

Les piétons repérés par les voitures via Smartphone grâce à Visiblezone

La start-up montante Visiblezone souhaite permettre aux conducteurs automobiles d'anticiper une éventuelle traversée d'un piéton sans même aucune visibilité directe. Si les technologies des systèmes de freinage automatique d'urgence qui équipent les voitures permettent d'éviter énormément de chocs, et ce grâce à un temps de réaction plus efficace que celui de l'être humain mais ils restent limités quant à la détection des piétons cachés par un obstacle notamment.

Visiblezone souhaite alerter le conducteur ou encore les voitures autonomes lors de situations délicates comme la présence d'un usager dans un virage à l'aveugle derrière un obstacle voir dans la nuit en pleine obscurité. Visiblezone veut ainsi créer un lien entre le Smartphone d'un piéton ou d'un cycliste et la voiture via Wi-fi dans un rayon de 180 mètres.

Pour l'efficacité de ce système, il faudrait évidemment qu'il soit installé sur un maximum de Smartphones et de véhicules. Plusieurs constructeurs automobiles sont déjà intéressés par ce système.



Huawei - China Mobile : la 5G à 6.500 mètres d'altitude !

China Mobile et Huawei vont porter la connectivité 5G à de nouveaux sommets. En effet, la 5G sera désormais opérationnelle au pic du mont Everest avec la mise en œuvre de la plus haute station 5G du monde placée à 6.500 mètres d'altitude. Les deux géants chinois Huawei et China Mobile profitent du 60e anniversaire de la première ascension réussie au mont Everest depuis le versant Nord, et du 45e anniversaire de la première mesure officielle précise du mont Everest en Chine pour annoncer cette grande réussite technologique. Dans le détail, Huawei a offert ses solutions pour mettre en place le réseau double Gigabit Everest de China Mobile. Ainsi, des stations de base ont été construites à 5.300, 5.800 et 6.500 mètres d'altitude. Les technologies 5G Antenna Unit (AAU) et Slicing Packet Network (SPN) de Huawei sont appliquées à ces stations de base, où la maintenance et l'optimisation du réseau sont effectuées par des spécialistes stationnés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans des régions situées à des altitudes de 5.300 mètres et plus, pour assurer le bon fonctionnement du réseau.



AÏN-DEFLA, DIRECTION DE LA CULTURE

Commémoration du 62^e anniversaire de la mort de Si M'hamed Raïs



Aïn-Defla a commémoré lundi dernier au sein de la direction de la culture du chef-lieu de wilaya le 62^e anniversaire de la mort du chahid Si M'hamed Raïs tombé au champ d'honneur en 1958.

La cérémonie organisée habituellement dans la commune de Djelida, au niveau du douar Daouadji, là où le martyr a été tué, a eu lieu cette année au niveau de la direction de la culture de la wilaya de Aïn-Defla en raison de la situation sanitaire actuelle marquée par la propagation du nouveau coronavirus.

"Après concertation avec nombre d'éléments de la famille révolutionnaire de la wilaya, nous avons convenu de l'impossibilité de l'organisation de la cérémonie commémorative de la mort de cet illustre martyr de peur de voir les mesures barrières mises en place pour freiner l'avancée du nouveau coronavirus non respectées", a déclaré à l'APS, non

sans émotion, le directeur des moudjahidine de Aïn-Defla, Belhadj Djelloul.

Pour sa part, le docteur Abderahmane Tounsi, enseignant-chercheur au département d'histoire à la faculté des sciences humaines de l'université Djillali-Bounaâma de Khemis-Miliana, a mis l'accent sur la personnalité du chahid M'hamed Raïs, imbu fortement des valeurs et de l'identité nationales et maîtrisant également tout ce qui se rapporte à l'armement à la faveur de son passage forcé sous les drapeaux de l'armée coloniale française (1950).

"La révolution a énormément tiré profit de l'expérience et du savoir faire de moudjahidine tels Si M'hamed Raïs", a-t-il affirmé, observant que quelques mois seulement après le déclenchement de la lutte armée en 1954, les opérations contre les forces coloniales faisaient rage dans la Wilaya IV historique dont dépendait Aïn-Defla.

Né en 1931 à Ouled-Bouziiane dans la commune de Djelida, Si M'hamed Raïs entama, dès sa plus tendre enfance, des études coraniques dans la

zaouïa de son grand-père Hadj Ali Al Hadbi, avant de rejoindre celle de cheikh Si Abed dans la région de Bourached.

En 1948, Il devint membre du Parti du peuple algérien (PPA), chargé de la propagande et du recrutement dans les régions de Miliana, Khemis-Miliana et Aïn-Defla.

Au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), Il activa avec les éléments chargés de la préparation de la lutte armée, à l'instar de M'hamed Bouguerra, Mustapha Ferroukhi, El Baghdadi, Si Belkebir et Si Melki.

En 1956, son dévouement et son inlassable activité le propulsèrent au poste de chef de région (zone 4) pour les affaires militaires puis à celui de responsable du commandant Djamel qui marqua de son empreinte les combats dans les maquis de Antoine, Larbi El Messas et Palestro.

Le 8 juin 1958, Si M'hamed Raïs tomba au champ d'honneur au cours d'un violent accrochage avec plusieurs unités des bérets noirs au douar Daouadji dans la région de Djelida.

BOUMERDÈS, DÉSENCLAVEMENT DE 322 ZONES

280 opérations de développement programmées

La wilaya de Boumerdès a affecté près de 280 opérations de développement, dotées d'une enveloppe globale de plus de quatre milliards de dinars, pour la relance du développement au niveau de 322 zones d'ombre, à travers son territoire.

"Ces opérations sont relatives à des projets d'alimentation en eau potable(AEP), d'éclairage public, de réalisation de salles de soins et de conduites d'assainissement, et d'aménagement de routes et de classes d'extension, entre autres", a indiqué le wali, dans une déclaration à la presse, lors d'une rencontre consacrée à l'examen et au suivi de l'état d'exécution de ces projets.

Sur ce total d'opérations, 200 ont été lancées en chantier pour une enve-

loppe de près de trois milliards de dinars, a ajouté M. Yahiatene, signalant la "réception déjà de 44 opérations parmi elles, au moment ou 58 autres ont été achevées et seront bientôt livrées, contre 86 projets en chantier, et huit non encore lancés en travaux", a-t-il fait savoir.

"Les 80 opérations restantes, dotées d'une enveloppe de près d'1,3 milliard de dinars, seront bientôt lancées en réalisation", a-t-il ajouté.

Le wali de Boumerdès a, également, fait part de l'introduction d'une proposition, auprès de la tutelle, pour l'inscription de 1.383 autres opérations de développement au profit des mêmes zones d'ombre, pour une enveloppe de plus de 17 milliards de dinars.

Signalant que ces opérations "n'ont pas bénéficié, à ce jour, d'une couverture financière", et qu'elles seront de ce fait "classées selon leur priorité, pour un financement progressif, suivant la disponibilité de fonds pour ce faire", a-t-il expliqué.

"Nous continuerons sur cette lancée jusqu'à la concrétisation des différents programmes de développement en cours, ou de ceux programmés, tout en réfléchissant à des sources de financement pour ce faire, suivant des priorités visant essentiellement la couverture des besoins immédiats des résidents de ces zones d'ombre", a assuré le chef de l'exécutif de Boumerdès.

APS

RELIZANE

Concours national pour juguler la pandémie sanitaire

Le centre universitaire Ahmed-Zabana de Relizane vient de lancer le concours Lespa-19 de participation à la recherche scientifique de solutions et mécanismes pour mettre fin aux effets de la pandémie du coronavirus.

Le directeur du laboratoire, des études sociales, psychologiques et anthropologiques, le docteur Abdelkader Baghdad a indiqué, à l'APS, que ce concours ouvert aux étudiants, enseignants et chercheurs dans plusieurs domaines, et à différentes universités du pays, s'inscrit dans le cadre des initiatives visant à donner une impulsion aux activités de la recherche scientifique et trouver des solutions qui contribuent à juguler les impacts générés par la pandémie du coronavirus dans tous les domaines universitaires et sociétales. Il est attendu de cette initiative, d'attirer des travaux scientifiques ayant un lien avec les conseils de prévention, de sécurité et la vulgarisation pour faire face au danger de la Covid-19, de même que les projets de création et d'innovation dans tous les domaines, une occasion pour voire l'émergence de talents universitaires.

La date a été fixée au 2 juillet prochain, comme dernier délai de réception des travaux. Ce concours comprend plusieurs axes abordant, entre autres, l'engagement des citoyens à respecter les règles sanitaires et les mesures de prévention, l'impact du confinement sanitaire, les rumeurs et fake news et les formes de prise en charge durant la crise du Coronavirus.

LAGHOUAT

Versement de la 2^e tranche de l'allocation de solidarité

L'opération de versement de la seconde tranche de l'allocation de solidarité a été entamée lundi à Laghouat au profit des familles nécessiteuses et celles affectées par les mesures de prévention et de lutte contre l'épidémie du coronavirus.

La nouvelle tranche est destinée à 4.070 familles qui s'ajouteront aux 4.156 ayant déjà bénéficié en mai dernier de la première tranche de cette allocation de solidarité.

Outre les bureaux de poste implantés sur le territoire de la wilaya, les services du Trésor ont été mobilisés pour faciliter l'opération aux bénéficiaires n'ayant pas de comptes postaux, a ajouté la source.

L'opération se déroule avec le concours des éléments des Scouts musulmans algériens dans l'organisation et l'encadrement des files et dans le respect des précautions sanitaires.

Agences

CONSÉQUENCE DE LA CRISE SANITAIRE PLANÉTAIRE

Les enfants contraints de travailler !

Selon l'OIT et l'Unicef, la Covid-19 pourrait conduire des millions d'enfants supplémentaires à travailler en raison de la dégradation continue de leurs conditions de vie et la paupérisation de leurs familles.

PAR AMAR AOUIMER

Cette crise sanitaire sans précédent a en effet plongé le monde entier dans la précarité et la perte d'emplois pour de nombreux travailleurs et la fermeture et la faillite de milliers d'entreprises. Le travail des enfants a baissé de 94 millions depuis 2000, un acquis aujourd'hui "menacé", estime l'Organisation internationale du travail. Selon les estimations globales de 2017, 152 millions d'enfants travaillaient dans le monde. Les enfants déjà obligés de travailler pourraient avoir à le faire en augmentant le nombre d'heures ou en subissant une dégradation de leurs conditions de travail, indique le rapport. Un plus grand nombre d'entre eux "pourraient se voir contraints de se retrouver dans les pires formes de travail des enfants, ce qui leur fait courir des risques importants en matière de santé et de sécurité", souligne l'OIT.

Au "moment où la pandémie sabote le revenu des familles, beaucoup d'entre elles pourraient recourir au travail des enfants si on ne leur vient pas en aide", souligne Guy Ryder, directeur général de l'OIT.

"En temps de crise, la protection sociale s'avère vitale car elle permet de venir à la rescousse des plus vulnérables. Il est donc véritablement essentiel d'intégrer la question du travail des enfants dans le



cadre plus large des politiques en matière d'éducation, de protection sociale, de justice, de marché du travail ainsi que des droits humains et des droits au travail", ajoute-t-il.

Selon l'étude, la Covid-19 pourrait entraîner une hausse de la pauvreté ainsi qu'une augmentation du travail des enfants au fur et à mesure que les familles se retrouvent obligées d'avoir recours à tous les moyens pour survivre. Plusieurs études montrent qu'une hausse d'un point de pourcentage de la pauvreté conduit à une augmentation d'au moins 0,7 % du travail des enfants.

La sonnette d'alarme tirée

"En temps de crise, le travail des enfants devient un mécanisme d'adaptation pour de nombreuses familles", explique Henrietta Fore, directrice générale de l'Unicef. "Lorsque la pauvreté augmente, que les écoles ferment et que la disponibilité des services sociaux est en recul, un plus grand nombre d'enfants se retrouvent poussés vers le monde du travail. Au moment où nous réinventons ce que sera le monde d'après-Covid, nous devons nous assurer que les enfants et leurs familles disposent des moyens nécessaires pour surmonter des épreuves

similaires dans l'avenir. On peut changer la donne grâce à une éducation de qualité, des services de protection sociale et de meilleures opportunités économiques", affirme-t-elle.

Les groupes de populations vulnérables, comme ceux qui travaillent dans l'économie informelle ainsi que les travailleurs migrants, vont être les premières victimes de la récession économique, de l'accroissement du travail informel et du chômage, de la baisse générale du niveau de vie, des chocs sanitaires et des carences en matière de protection sociale, pour ne citer que quelques exemples.

Il est de plus en plus évident que le travail des enfants augmente avec la fermeture des écoles durant la pandémie. La fermeture temporaire des établissements scolaires touche actuellement plus d'un milliard d'apprenants dans plus de 130 pays. Et à la reprise des cours, certains parents pourraient ne plus pouvoir se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école.

En conséquence, un "nombre croissant d'enfants pourraient se retrouver contraints de s'engager dans des emplois dangereux et dans lesquels ils sont soumis à l'exploitation. Les inégalités de

genre pourraient s'accroître, les filles étant particulièrement susceptibles d'être exploitées dans l'agriculture et le travail domestique", indique le rapport.

L'étude suggère un certain nombre de mesures pour enrayer la menace d'une augmentation du travail des enfants, comme une protection sociale plus élargie, un accès plus facile au crédit pour les familles pauvres, la promotion du travail décent pour les adultes, des mesures pour que les enfants retournent à l'école, y compris l'élimination des frais de scolarité, ainsi que des moyens accrus pour l'inspection du travail et pour les forces de l'ordre.

L'OIT et l'Unicef mettent actuellement en place un modèle de simulation afin d'étudier l'impact de la pandémie sur le travail des enfants dans le monde.

De nouvelles estimations mondiales du travail des enfants publiées en 2021

C'est toute l'économie mondiale qui est bouleversée avec un dérèglement catastrophique des relations économiques et commerciales internationales, ans que l'effondrement de l'industrie touristique et la faillite des compagnies aériennes qui doivent attendre jusqu'en 2023 pour avoir le niveau d'avant la crise sanitaire. Des millions de travailleurs se retrouvent sans salaires et sans ressources financières alors que d'autres ont été carrément licenciés, en ce sens que les entreprises dont complètement paralysées plus de 500 entreprises en Europe, notamment en France et en Allemagne sont lourdement impactées et ont besoin de dizaines de milliards d'euros pour reprendre leurs activités. L'économie mondiale est en pleine récession et le nombre de chômeurs à atteint un niveau historique.

A. A.

RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Raccordement prochain des zones enclavées

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a annoncé le lancement dans les prochaines semaines des projets de raccordement des zones d'ombre aux réseaux d'électricité et de gaz.

"Dans le cadre du programme du gouvernement, le ministère de l'Énergie a procédé, en collaboration avec les départements ministériels concernés, à un recensement général pour réaliser des études technico-économiques dans toutes les régions enclavées non alimentées en énergie, à l'effet de les raccorder aux réseaux d'électricité et de gaz", a en effet précisé le ministre qui répondait aux questions orales lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine.

"Les travaux débiteront dans ces régions dans les prochaines semaines, et ce à travers tout le territoire national", a-t-il soutenu.

Plusieurs projets de raccordement ont été reportés dans ces régions, dans le cadre de la révision, à partir de 2017, du programme du secteur de l'énergie, vu les difficultés financières auxquelles fait face le pays suite à la baisse des cours du pétrole.

Le dernier Conseil des ministres a "consacré une nouvelle approche à ces projets qui ne seront pas considérés en tant que programme sectoriel mais plutôt en tant que programme de développement auquel participent tous les secteurs concernés, particulièrement le ministère de l'Intérieur", a indiqué le ministre.

Dans ce cadre, "tous les besoins élémentaires seront pris en charge pour assurer une vie décente, à la faveur de projets d'alimentation en eau potable et en énergie qui se fera à partir de diverses sources, y compris l'énergie solaire", selon le premier responsable du secteur. A une question du député El Ouerdi Berradji, du PLJ, le ministre a dit que la wilaya de Tébesa "a bénéficié d'une enveloppe financière de 5,5 milliards DA, dont une contribution de l'Etat de 4,1 milliards DA pour les projets de raccordement au gaz, dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 et son programme complémentaire, outre une enveloppe de 10,5 milliards DA, dont une contribution de l'Etat de 7,8 milliards DA pour les projets d'électricité. Mais en réalité, 43 % des foyers concernés par le raccordement au réseau

d'électricité et 85 % des foyers concernés par le raccordement au réseau du gaz ont été réalisés". Pour la wilaya de Djelfa, citée dans une question du député Taher Benbraham de l'ANR, une enveloppe financière globale de 9,6 milliards DA lui a été consacrée pour les projets d'électricité et de gaz, dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 et son programme complémentaire. Cependant, le taux de réalisation des objectifs tracés a atteint 25 % pour l'électricité et presque 100 % pour le gaz. Dans le même contexte, le ministre a souligné que la wilaya de Djelfa "connaît actuellement la réalisation d'une des plus grandes centrales électriques au niveau national dans la région de Aïn-Oussara, avec une capacité de 1.200 mégawatts".

La wilaya a connu également la "mise en service de la plus grande centrale solaire (photovoltaïque) du pays", a-t-il ajouté.

Répondant à une question du député Hacène Bounefla du RND, concernant les stations-service, le ministre a affirmé que Naftal a consacré, cette année, un "montant estimé à 320 millions de DA

pour la modernisation des stations-service et l'amélioration de la qualité de leurs services à travers tout le territoire national".

Dans la wilaya de Guelma, évoquée par le même député, des projets ont été lancés pour la rénovation de la station-service, gérée par Naftal, située au niveau de Triq-Lkhir, en plus d'un autre nouveau projet pour la conversion des véhicules au système GPLc (Sirghaz) dont le taux d'avancement des travaux est de 70 %, la livraison étant prévue fin 2020.

Le "centre de distribution des différents produits de Naftal situé à proximité de ladite station-service sera complètement rénové, avec un taux d'avancement des travaux de 75 %, tandis que la livraison est prévue fin octobre prochain", a-t-il indiqué.

Au cours de cette année, des projets de réhabilitation et de rénovation des stations-service de Bouchegouf, Aïn-Hassynia et Oued-Zenati ont été programmés avec la réalisation d'une station-service mobile comme solution provisoire pour assurer l'approvisionnement en carburant.

R. E.

BURUNDI

La Cour constitutionnelle ordonne l'intronisation du Président élu

Au Burundi, après le décès du président Pierre Nkurunziza en début de semaine, la Cour constitutionnelle avait à choisir ce vendredi entre un intérim assuré par le président de l'Assemblée nationale ou à une interprétation de celle-ci qui autorise une intronisation immédiate du Président élu.



Le suspense n'a pas duré longtemps, la Cour a choisi la première option qui avait la faveur du régime burundais. Sans grande surprise, la Cour constitutionnelle a jugé que dans les conditions actuelles, un président intérimaire "n'est pas nécessaire". Le principal argument de la Cour est de considérer que l'objet de l'intérim, - qui est d'organiser une élection anticipée en cas de vacance de poste définitive de la présidence - n'existe plus du moment où le Burundi dispose déjà d'un président élu. La Cour constitutionnelle a

donc ordonné que le général Evariste Ndayishimiye prête serment "le plus tôt possible".

Cet arrêt signe la fin de l'incertitude qui régnait autour de la succession du président Pierre Nkurunziza, décédé de manière inopinée lundi 8 juin d'un "arrêt cardiaque" selon le gouvernement burundais, alors que de nombreuses autres sources parlent de la Covid-19.

Sa mort est survenue en pleine processus électoral, juste après le triple scrutin contesté du 20 mai dont une présidentielle,

et une série d'autres élections dont des sénatoriales le 20 juillet prochain.

La nouvelle Constitution du Burundi innove avec désormais un seul vice-président et un Premier ministre. Ces nouvelles institutions ainsi que le gouvernement devront d'abord être approuvés par le nouveau Parlement élu qui n'est pas encore en place.

En attendant que le processus électoral aille à son terme, les institutions sortantes restent "en fonction", a encore décidé la Cour constitutionnelle. En attendant, le

régime burundais veut une intronisation rapide du général Ndayishimiye, alors que la passation de pouvoir était à l'origine prévue le 20 août. La cérémonie d'intronisation devrait avoir lieu en début de semaine prochaine, probablement avant jeudi, a assuré un haut cadre burundais. "C'est pour que ce soit lui qui conduise les funérailles de son prédécesseur", a-t-il expliqué.

Les tensions qui traversent cette "junte" se sont depuis lors accentuées. Les soutiens du président élu "ont donc décidé de ne pas tenter le diable" toujours selon ces mêmes sources, histoire d'éviter selon elles, "une longue transition et les tentatives qui pourraient naître dans l'autre camp".

Le Burundi fait également face à de nombreux défis et le général Ndayishimiye ne pouvait pas se permettre plus de deux mois d'immobilisme, selon des observateurs. Une économie en ruine avec 75 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et un taux de chômage de 65 % pour les jeunes de moins de 35 ans, ou encore une pandémie du coronavirus niée mais qui en réalité est en train d'exploser...

AFGHANISTAN

Nouvel attentat meurtrier contre une mosquée de Kaboul

Au moins quatre personnes sont mortes, ce vendredi 12 juin, dans un attentat contre une mosquée de la capitale afghane, le deuxième en moins de deux semaines.

"D'après nos informations initiales, des explosifs placés à l'intérieur de la mosquée ont été actionnés pendant la prière du vendredi", a déclaré Tariq Arian, un porte-parole du ministère dans un court message envoyé sur WhatsApp à l'AFP. L'imam qui officiait ainsi que trois fidèles ont été tués et huit autres personnes blessées, a-t-il ajouté. Le ministère de la Santé a confirmé les quatre morts. L'attentat, le

deuxième contre une mosquée de Kaboul en moins de deux semaines, n'a pas encore été revendiqué. Le 3 juin, un imam reconnu pour ses discours polémiques avait été tué avec un fidèle dans une mosquée attenante à la Zone verte, quartier central de Kaboul abrité derrière de hauts murs en béton dans lequel se trouvent la plupart des ambassades et institutions étrangères. L'explosion avait été revendiquée par le groupe État islamique.

Les mosquées sont fréquemment ciblées en Afghanistan, où sévit un conflit vieux de 40 ans. En octobre dernier, 62 fidèles

étaient morts et plus de 30 avaient été blessés dans un attentat contre une mosquée du Nangarhar. Si elle échappe aux combats qui ravagent les campagnes, Kaboul est toutefois fréquemment ciblée par des attentats.

La violence a diminué en Afghanistan depuis le 24 mai, lorsque les talibans ont décrété un cessez-le-feu de trois jours pour les fêtes de l'Aïd. Les insurgés n'ont cependant pas prolongé la trêve, malgré de nombreuses demandes du gouvernement afghan, et ont repris leurs attaques contre ses forces de sécurité.

IRAK

Washington va réduire ses troupes dans les "prochains mois"

Les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient "réduire" leur présence militaire en Irak, après avoir repris langue avec le gouvernement irakien désormais dirigé par un Premier ministre plus favorable à Washington, au terme de mois de tensions. Évoquant les "progrès significatifs" contre le groupe terroriste État islamique (EI), raison de la présence américaine à la tête d'une coalition internationale, les deux pays ont affirmé dans une déclaration conjointe que "les États-Unis continueraient à réduire leurs forces en Irak". Ce retrait aura lieu "au cours des prochains mois", ont affirmé les gouvernements américain et irakien, sans en préciser l'ampleur ni le calendrier précis. Washington va aussi "discuter avec le gouvernement irakien du statut des forces restantes, sans rechercher une présence militaire permanente" - une position en ligne avec la volonté de désengagement du Président Donald Trump, qui a promis de "mettre fin aux guerres sans fin". Cette

déclaration a été faite à l'issue d'un "dialogue stratégique" par visioconférence - en raison de la Covid-19 - visant à ramener un peu de stabilité dans les relations houleuses entre les deux alliés. Il s'agit d'une mise à jour du dialogue de 2008, quand les États-Unis avaient établi les conditions de leur départ après avoir envahi l'Irak. Depuis, leurs troupes sont revenues, bien moins nombreuses, contre l'EI. Plus de deux ans et demi après la victoire sur les terroristes côté irakien, les milliers de soldats américains dans le pays - ils étaient 5.200 en début d'année - étaient à nouveau au cœur des tensions.

Le sentiment anti-américain a en effet flambé avec la mort en janvier du général iranien Kassem Soleimani et de son lieutenant irakien, tués à Bagdad dans un raid ordonné par le président Trump - après la multiplication de tirs de roquettes contre des intérêts américains, imputés par Washington aux forces pro-Iran. Dans la foulée, les députés chiites ont voté

l'expulsion des soldats étrangers. À Bagdad, un nouveau Premier ministre est toutefois arrivé. L'ex-chef du renseignement Moustafa al-Kazimi, qui passe pour proche des Américains et de ses alliés arabes, a changé la donne. L'homme a pris les rênes d'un pays en pleine crise économique et qui réclame toujours justice pour quelque 550 manifestants tués dans la répression d'une révolte inédite. Si son prédécesseur Adel Abdel Mahdi n'est jamais parvenu à décrocher une invitation à Washington, le nouveau Premier ministre a déjà son carton pour la Maison-Blanche cette année, assurent deux responsables gouvernementaux. "Il y avait un problème de confiance avec l'ancien cabinet, cela a changé", martèle l'un d'eux. Toutefois, une réduction drastique des troupes américaines paraît hautement improbable tant la menace jihadiste reste présente, font valoir les autres pays de la coalition.

Agences

ÉTHIOPIE

L'opposition vent debout contre le report des élections

Plusieurs importantes formations d'opposition ont condamné la décision prise mercredi par la chambre haute du Parlement de reporter les élections et de prolonger le mandat du gouvernement d'Abiy Ahmed, jusqu'à une date indéterminée après la fin de la pandémie de virus Covid-19. Et dans la région du Tigré, les autorités locales ont décidé de passer outre les annonces du gouvernement fédéral.

Ce ne sont pas des partis insignifiants qui se sont élevés contre le scénario de sortie de crise voulu par le Premier ministre. Il s'agit d'un côté, du Congrès fédéraliste oromo, l'OFC, de l'universitaire Merere Gudina ; du Front de libération oromo, l'OLF, un ancien mouvement rebelle historique qui avait participé à la lutte contre la dictature de Mengistu ; et du Front de libération nationale de l'Ogaden, l'ONLF, un groupe armé de la région somalie ayant récemment intégré la vie politique.

Jeudi tous trois ont dénoncé la "décision unilatérale" du chef du gouvernement. L'ONLF appelle au dialogue et s'inquiète du danger d'un "soulèvement de masse qui pourrait déboucher sur de la violence". Le célèbre opposant Jawar Mohammed, membre de l'OFC, a quant à lui dénoncé une manœuvre uniquement destinée, selon lui, à "se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible".

Agences

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

Le président du département intégrité connu au plus tard dans une semaine

La Fédération algérienne de football, dévoilera "au plus tard dans une semaine", l'identité du président du nouveau département intégrité, a déclaré vendredi le responsable de communication de l'instance fédérale Salah-Bey Aboud.

"La Faf devait installer le président du nouveau Département Intégrité, mais il a été appelé à d'autres fonctions au sein de l'organisme de sécurité auquel il appartient. Nous avons dû alors chercher de nouveau celui qui occupera ce poste. Une chose est sûre, l'identité du président sera dévoilée au plus tard dans une semaine", a-t-il indiqué.

L'instance fédérale avait entamé depuis juillet 2019 des démarches auprès de la Fédération internationale pour la création d'un tel département, avec l'ambition de promouvoir l'intégrité et la protection des matches et des compétitions du football en Algérie.

"Trois candidatures ont été retenues



pour ce poste, la Faf va choisir celui qui a le bon profil. Nous sommes également dans l'attente de l'accord de la Fifa", a ajouté Salah-Bey Aboud sur les ondes de la Radio nationale.

En août dernier, la Faf avait organisé des sessions et briefing au siège de la FAF et au centre technique national de Sidi-Moussa au profit des membres des commissions juridictionnelles de la fédération et de la Ligue de football

professionnel, des dirigeants de clubs professionnels et des arbitres internationaux, pour aborder le sujet relatif à cette nouvelle structure.

"L'étape qui s'en est suivie, a consisté en la recherche du profil remplissant les exigences et les qualifications liées au poste de responsable de cette structure", avait souligné l'instance fédérale dans communiqué.

CRB

80 % des joueurs baissent leurs salaires de 50 %

La majorité des joueurs du CR Belouizdad a accepté de baisser leurs salaires à hauteur de 50 % afin de soulager les finances du club, en cette période de nouveau coronavirus, a indiqué vendredi le directeur général du club algérois de Ligue 1, Taoufik Kourichi.

"Les joueurs ont accepté de collaborer par apport à la situation sanitaire liée au coronavirus. 80 % des joueurs ont accepté de baisser leur salaire de 50 % après un accord à l'amiable", a déclaré Kourichi à la radio nationale Chaîne 3.

"Les joueurs, le staff technique et médical ont accepté de collaborer par apport à la situation économique du pays, mais aussi pour soulager la santé financière du club", a expliqué l'ancien DTN, annonçant au passage que l'accord sera signé au plus tard ce dimanche.

Interrogé sur une éventuelle reprise du championnat de Ligue 1, le directeur sportif du CR Belouizdad a estimé que la majorité des clubs n'ont pas les moyens pour assurer le protocole sanitaire exigé pour protéger les joueurs.

"C'est une question de santé des personnes et des vies humaines, et essayant de voir les choses autrement", a-t-il conclu.

BASKET

Les médecins expliquent les règles à respecter

Les lignes directrices pour une éventuelle reprise des activités sportives pour les clubs du championnat national de basket-ball, ont été abordées jeudi au cours d'un direct sur YouTube, animé par Dr Mourad Hamdaoui, médecin fédéral, et le Dr Tarik Boussaïd, médecin de l'équipe nationale A.

"Au cours de leurs interventions, les deux médecins ont expliqué les mesures sanitaires à respecter en cas de reprise des activités sportives, suspendues en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. Les représentants des clubs ont été attentifs aux recommandations et aux conseils des médecins", a indiqué à l'APS le président de la Fédération algérienne de basket-ball Rabah Bouarifi.

Les championnats d'Algérie de basket-ball sont interrompus depuis le 13 mars dernier après la décision des pouvoirs publics de suspendre toutes les activités sportives et la fermeture des infrastructures sportives.

"Un protocole sanitaire sera transmis prochainement au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour validation. C'est à partir de là que les clubs seront fixés sur la reprise de leurs activités", a-t-il ajouté.

Concernant la reprise de la compétition, le président de la FABB a écarté l'idée d'un retour "au vu de la situation sanitaire actuelle", mais également par rapport à l'avis défavorable des médecins. "Les médecins ont donné un avis défavorable. Ils se sont opposés à une reprise du championnat, alors que le confinement n'a pas encore été levé par les pouvoirs publics", a-t-il souligné.

La FABB a recensé 16 clubs sur les 20 issus de la Super-Division messieurs de basket-ball en faveur d'une annulation de la saison, suspendue depuis mars, en raison de la pandémie de la Covid-19.

En cas d'une éventuelle saison blanche, le président de la FABB a écarté l'idée de désigner un vainqueur pour l'actuelle édition, de même qu'il n'y aurait ni accession ni relégation.

SPORT - ALGÉRIE

Le COA réaffirme son soutien et accompagnement aux athlètes en prévision d'une reprise

Le Comité olympique et sportif algérien a réaffirmé son aide et accompagnement aux athlètes, en vue d'une reprise des entraînements après plus de trois mois d'arrêt à cause de la pandémie du coronavirus.

"Le COA, en relation avec les fédérations nationales doit se concentrer en priorité, sur une meilleure approche dans son accompagnement à la reprise des activités des athlètes et leur préparation, dès que les conditions sanitaires seront réunies, et recenser les moyens à mettre en œuvre pour les aider, après les dommages causés par un confinement rendu nécessaire par les autorités sanitaires et gouvernementales, en guise de protection et sauvegarde des vies humaines", a indiqué à l'APS, le président par intérim du COA, Mohamed Meridja.

Cette volonté a été exposée lors de la réunion du bureau exécutif du COA, tenue jeudi, et qui a abordé, entre autres, la situation sanitaire liée au Covid-19 et son impact sur les activités du COA, le projet "Olympafrica", Tazrout à Tamanrasset, le programme "Judo à l'école" et "la Solidarité

olympique". Dans l'espoir d'assurer un accompagnement sans embûches de l'élite algérienne déjà qualifiée aux prochaines compétitions continentales ou mondiales, le COA a relevé l'impérativité d'accélérer le rétablissement des liens avec les fédérations concernées, en coordination avec le MJS, et lever les facteurs bloquants, afin de conforter l'espoir des athlètes pour une meilleure approche.

"La commission de la préparation olympiques, le département des sports chargé du dossier, ainsi que le trésorier général sont appelés à coordonner et accélérer leurs efforts pour finaliser les réponses aux fédérations concernées et dégager les enveloppes à allouer à leur préparation", a souligné Meridja.

Il a également réitéré son désir et sa volonté de ramener la quiétude attendue et ouvrir le champ à des débats constructifs afin de rassembler l'ensemble des acteurs et responsables du mouvement sportif et olympique algérien.

"Je veux, avec l'aide de tous, rétablir la communication et la sérénité, afin de préserver le COA, autant qu'entité



du sport algérien, d'éventuelles autres turbulences. Il faut arriver à partager la même approche, celle de promouvoir davantage le sport algérien au niveau national, et le porter au plus haut niveau, avec l'apport de tous", a souhaité le président par intérim de l'instance olympique.

En fin de réunion, le COA a assuré son adhésion à l'accord signé par le MJS et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, et "réitère son soutien à cette initiative qui constitue une ligne directrice dans la prévention et la lutte contre la corruption dans le sport".

SCORPION LA TOUR DE CRISTAL INFERNALE



21h00



Un milliardaire a fait appel à Walter et son équipe pour élaborer les programmes permettant de construire un «immeuble intelligent», le plus économe en énergie et le moins polluant possible. Lors de la soirée d'inauguration en présence de l'équipe Scorpion, tous les systèmes tombent l'un après l'autre et déclenchent un immense incendie

LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS



21h00



En décembre 1935, l'Orient-Express part de Turquie vers l'Europe occidentale. De riches passagers de diverses nationalités embarquent à Istanbul. Parmi eux, Ratchett, un Américain, demande au détective Hercule Poirot de le protéger. Ce dernier refuse. Mais, alors que le train est bloqué par la neige en Yougoslavie, Ratchett est assassiné d'une dizaine de coups de couteau. Hercule Poirot, supposant que le meurtrier se cache dans le train, décide de mener l'enquête. Il découvre que les douze passagers du wagon pourraient avoir un lien avec une sombre histoire de meurtre attribuée à Ratchett quelques années auparavant

NIGHT AND DAY



21h00



Lorsque June monte à bord d'un avion à Wichita, dans le Kansas, la jeune femme n' imagine pas une seconde ce qui l'attend. Après avoir brièvement flirté avec son charmant et mystérieux voisin, tout bascule en l'espace d'un instant : leur avion s'écrase dans un champ de maïs et ils sont les seuls survivants du crash... Sans avoir eu le temps de reprendre son souffle, June se retrouve traquée. Elle esquivé des balles à Boston, saute sur des toits en Autriche et fuit des taureaux déchaînés dans les rues de Séville, en compagnie d'un agent secret potentiellement dangereux et instable - mais très séduisant

DCI BANKS PHILANTHROPIE



21h00



Le tenace commissaire Alan Banks traque le crime dans les banlieues déshéritées, les campagnes isolées et les beaux quartiers silencieux du Yorkshire. Lui et son équipe héritent cette fois-ci d'une nouvelle affaire qui va s'avérer particulièrement complexe et délicate à résoudre. Xun Li, réfugié chinois qui a fait fortune dans l'immobilier locatif, a été enlevé. Le commandant Banks va devoir enquêter au sein d'une bande du crime organisé, qui était la cible de l'association dont s'occupait la victime



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

BILLY ELLIOT



21h00



Dans un petit village minier du Nord-Est de l'Angleterre, Billy, 11 ans, découvre avec stupeur qu'un cours de danse partage désormais les mêmes locaux que son club de boxe. D'abord effaré, il devient peu à peu fasciné par la magie de la gestuelle du ballet, activité pourtant trop peu virile au regard de son père et de son frère Tony, mineurs en grève. Billy abandonne les gants de cuir pour assister discrètement aux leçons de danse professées par madame Wilkinson. Repérant immédiatement un talent potentiel, elle retrouve une nouvelle énergie devant les espoirs que constitue Billy

VENISE SOUS LA NEIGE



21h00



Christophe, un dramaturge incompris, tente désespérément de financer sa nouvelle pièce que doit interpréter Patricia, sa compagne. Il cherche de l'aide auprès d'un ancien camarade sur le point de se marier, qui invite le couple à passer un week-end à la campagne. Mais Patricia, en froid avec Christophe, ne prononce pas un mot devant les futurs époux, pour lesquels elle n'éprouve aucune sympathie. Son mutisme persuade ses hôtes qu'elle est en réalité étrangère. Trop contente d'embarrasser Christophe, Patricia décide de jouer le jeu et s'invente une langue et un pays, la Chouvenie. Le couple y croit dur comme fer, ce qui donne au quiproquo des proportions de plus en plus délirantes

ZONE INTERDITE CROISIÈRE AUTOUR DU MONDE



21h00



Le 6 janvier dernier, au départ de Marseille, 2 200 passagers dont 900 Français embarquent à bord du «Magnifica» pour une croisière extraordinaire de quatre mois autour du monde. Des plages brésiliennes aux glaciers argentins d'Ushuaïa, des monolithes de l'Île de Pâques, aux plages de rêve de Tahiti, des fjords de Nouvelle-Zélande au canal de Suez, ce sont plus de 40 escales dans 23 pays différents que s'apprentent à découvrir les heureux passagers. Cette croisière va être exceptionnelle à plus d'un titre : lorsque le monde entier va se trouver confiné à cause du coronavirus, le paquebot ne pourra plus faire escale, 42 jours sans voir la terre pour les passagers

RIEN À DÉCLARER



21h00



1er janvier 1993, l'Union européenne fait tomber les frontières. Deux douaniers, l'un belge, l'autre français, apprennent la disparition prochaine de leur poste frontière situé dans la commune de Courquain, en France, et Koorkin, en Belgique. Francophobe de père en fils et douanier belge trop zélé, Ruben Vandevoorde se voit contraint et forcé d'inaugurer la première brigade volante mixte franco-belge. Son homologue français, Mathias Ducatel, considéré par Ruben comme son ennemi de toujours, est secrètement amoureux de la soeur de ce dernier. Il surprend tout le monde en acceptant de devenir le coéquipier de Vandevoorde et sillonne avec lui les routes de campagnes frontalières



Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine : 100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine - Tél/Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.

Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EUROL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzarrah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha
Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	03h37
Dohr	12h48
Asr	16h40
Maghreb	20h11
Icha	21h52

NOUVEAUX FOYERS DE CORONAVIRUS A PEKIN

LA CHINE EN ÉTAT D'ALERTE

Nouvelle vague du coronavirus ? La Chine qui a été le premier pays à en être affecté et le premier aussi à maîtriser l'épidémie, a lancé, hier, des signaux alarmants. "Il y a des quartiers résidentiels du sud de la capitale, Pékin, ont été soumis au confinement en raison de l'apparition d'un nouveau foyer de coronavirus (Covid-19) dans un marché du voisinage", ont annoncé les autorités chinoises, précisant que 7 cas de contamination à la Covid-19 ont été recensés dans les environs du marché Xinfadi, dont 6 hier samedi.

Ainsi, les habitants de ces quartiers dans le district de Fengtai ont-ils reçu l'ordre de rester chez eux, alors que les cas seraient pour la plupart liés à un marché local de viande, selon des responsables locaux.

Un premier cas de Covid-19 dans la capitale, avait été annoncé jeudi, en deux mois. Il s'agit "d'une personne qui s'était rendue au marché de Xinfadi la semaine dernière et n'avait pas quitté la ville récem-

ment", ont souligné les autorités sanitaires du pays. Ces nouveaux cas font craindre une résurgence de l'épidémie en Chine, où était apparue, en décembre 2019, l'épidémie, devenue vite pandémique et que les autorités ont réussi à contrôler par des strictes mesures de quarantaine. Ces mesures ont été levées au fur et à mesure que le nombre de cas de contamination reculait et la majorité des cas enregistrés ces derniers mois sont des personnes vivant à l'étranger et testées positif à leur retour en Chine.

Aussi, les responsables du district touché de Fengtai ont-ils annoncé mettre en place un "mécanisme de guerre" pour faire face à cette nouvelle vague de contaminations.

Vendredi, les autorités de Pékin ont, déjà, reporté le retour des élèves dans des écoles primaires de la ville et ont suspendu tous les événements sportifs, ainsi que les visites de groupes d'autres provinces dans la capitale chinoise.



PANDÉMIE SANITAIRE EN ALGÉRIE

LES PRÉVISIONS INQUIÉTANTES DE L'OMS



Dans un communiqué paru jeudi 11 juin 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), note que le nombre de cas de Covid-19 reste faible sur le continent africain mais la pandémie s'accélère brutalement. Selon *Econostrum*, l'institution des Nations unies parle de plus de 200.000 cas confirmés avec 5.600 décès. "Il a fallu 98 jours pour atteindre 100.000 cas, et seulement 19 jours pour passer à 200.000 cas", indique l'OMS dans son communiqué.

L'OMS note donc une progression rapide des cas de Covid-19 en Afrique, notamment en Algérie, en Égypte, au Nigéria, en Afrique du Sud et au Soudan.

Elle précise, selon la même source, que plus de "70 % des décès se concentrent dans

cinq pays seulement : l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria, le Soudan et l'Afrique du Sud. Ce dernier pays recense 25 % du nombre total de cas enregistrés sur le continent".

La transmission se concentre principalement dans les capitales, mais les cas continuent à se propager dans les provinces.

Dans son communiqué, l'OMS conseille à ces pays de bien contrôler l'assouplissement actuel des restrictions et d'associer ce processus à la mise en place de capacités et de mécanismes de tests à grande échelle. Et à leurs autorités sanitaires de continuer à assurer la continuité des services de soins de santé essentiels tout en reprenant l'ensemble des services de santé de routine.

COVID-19 EN ALGÉRIE

112 nouveaux cas et 9 décès en 24 heures

112 nouveaux cas confirmés de Coronavirus, et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier samedi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Ainsi, le total des cas confirmés s'élève à 10.810 personnes réparties entre les 48 wilayas, alors celui des décès a grimpé à 760 morts. S'agissant des nombres des patients guéris, il est passé à 7420, dont 98 durant les dernières 24 heures, a précisé M. Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Le professeur Kamel Sanhadji nommé président

Le professeur Kamel Sanhadji a été installé hier dans ses fonctions de président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, par le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune qui a présidé une réunion du Comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus. Directeur de recherche à l'hôpital E. Herriot de Lyon en France, Sanhadji occupe également le poste de directeur du Centre de recherche en sciences pharmaceutiques (CRSP) situé à Constantine. Cette agence aura pour mission la mise en place d'un "système de santé développé offrant des soins de qualité", outre une plus large prévention contre les différentes maladies. Le Président Tebboune a annoncé vendredi soir à Alger l'installation de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux. Cette Agence regroupera des spécialistes et des experts algériens de renommée internationale dans le domaine de la médecine, qui connaissent très bien les systèmes de santé aux États-Unis et dans plusieurs pays européens, et ils travailleront avec des experts et des médecins qui connaissent la réalité locale. Il a expliqué qu'elle constituera "le cerveau" à même de garantir un haut niveau de soins, de médecine qualitative, de protection maternelle et infantile et une prévention plus large contre les différentes maladies, alors que le ministère sera "les membres qui exécuteront sur le terrain". Il a également indiqué que les idées de cette nouvelle agence qui aura à poser un diagnostic détaillé du système de santé "sont multiples et versent toutes vers la mise en place d'un système de santé développé en adéquation avec les besoins d'un pays avancé".

ACCIDENTS DE LA ROUTE

13 morts et 290 blessés en 48 heures

13 personnes ont été tuées et 290 autres blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, a indiqué hier samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'Sila, avec 7 personnes décédées et 5 autres blessées, suite à deux accidents de la route survenus au niveau des communes de M'Sila et Ben-Srou.

Par ailleurs, une personne est décédée et une autre brûlée, suite à un incendie qui s'est déclaré dans un parking situé dans un immeuble dans la commune de Sidi-Naâman, à Draâ-Ben-Khadja dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Les unités de la Protection civile ont, en outre, procédé à l'extinction de 7 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Tébessa, Skikda, Bordj-Bou-Argeridj, Aïn-Defla et Tamanrasset. Il a été procédé à l'extinction de 49 incendies de différentes espèces végétales ayant causé des pertes estimées 14 hectares de forêt, 103 hectares d'orge, 10 hectares de blé, 23 hectares d'herbes, 1.706 bottes de foin, 1.753 arbres fruitiers et 159 palmeraies.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 24 heures, "144 opérations de sensibilisation à travers 26 wilayas (87 communes), 118 opérations de désinfections générales à travers 21 wilayas (63 communes), touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles".